





Mon ego est plus gros que tien...



**NYOUZ2DÉS : Vous croyez qu'on va tenir comme ça encore bien longtemps?**

## **Le mot « décroissance », un « suicide politique » pour Dennis Meadows**

Par sophie\_caillat Publié le 21 juin 2012 [NouvelObs.com](http://NouvelObs.com)

*A l'heure où la planète a rendez-vous à Rio pour parler d'« économie verte », la voix de Dennis Meadows mérite d'être écoutée. Environnementaliste américain, il était chercheur au...*

A l'heure où la planète a [rendez-vous à Rio](#) pour parler d'« économie verte », la voix de Dennis Meadows mérite d'être écoutée. Environnementaliste américain, il était chercheur au MIT (Massachusetts Institute of Technology) et âgé de seulement 30 ans lorsqu'il a publié, avec ses collègues, en 1972, le rapport sur « Les Limites de la croissance », à la demande du [Club de Rome](#).

### **Modèle complexe**

L'équipe du MIT a modélisé un système très complexe, à savoir l'humanité. Parmi les dizaines de variables : la population globale, la superficie cultivable par individu, les ressources naturelles restantes, le quota alimentaire par personne, la production industrielle par tête, le capital industriel global, le niveau de pollution.

Ils définissent ainsi l'empreinte écologique de l'humanité par rapport à la capacité de charge de la Terre.

Au beau milieu des Trente Glorieuses, ce texte devenu un best-seller créa un choc dans le monde développé. Pour la première fois, d'éminents spécialistes des systèmes complexes avaient modélisé l'humanité et son développement, et prévenaient que des limites écologiques physiques viendraient freiner cette expansion.

Sa réédition augmentée en français, quarante ans après (éditions Rue de l'Echiquier), est saisissante car on s'aperçoit de la capacité de prédiction de ces modèles.

Une croissance soutenue ne peut être l'horizon de l'humanité, affirme-t-il encore aujourd'hui. La crise financière en est pour lui le symptôme, de même que le Printemps arabe. Entretien.

**Rue89 : Pensez-vous être écouté par les dirigeants actuels ou seulement par les écologistes convaincus ?**

**Dennis Meadows :** Je vois rarement mes propos faire changer des situations, même s'il est vrai que beaucoup de gens viennent me voir avec un exemplaire de mon livre de 1972 en me disant qu'il a « changé leur vie ». Les actuels ministres de l'Environnement ont lu mon livre il y a quarante ans, et ça les a influencés.

Aujourd'hui, il faudrait des changements drastiques de comportement, or la tendance naturelle des politiques est de chercher à résoudre le problème immédiat en faisant des changements marginaux.

C'est ce qu'on voit à Rio où convergent 50 000 personnes, sans aucune utilité.

**Vous conseillez aux gens de ne pas aller à Rio ?**

Je ne dis pas ça. Mais la plupart des sujets importants discutés à Rio ont été préparés en amont, les discussions constructives ont eu lieu avant. A Rio, vous avez deux types de personnes :

- **les représentants des gouvernements**, qui vont là bas pour être sûrs que rien n'arrive qui pourrait compromettre leurs intérêts nationaux ;
- d'innombrables **ONG**, ou des gens intéressés par le développement ou les ours polaires... Pour eux, Rio est une opportunité de « réseauter », de rencontrer des gens.

Moi je suis un scientifique, pas un politique, je n'ai rien à faire là-bas. Si j'étais dans le milieu environnementaliste, je pense que je serais enchanté de passer du bon temps à Rio. A ceux-là, je veux juste dire : n'oubliez pas que les choses importantes se passent lors des réunions officielles.

**Que vont faire les gouvernements à Rio alors ?**

Dès que vous devez faire des déclarations communes à plus de cent pays, il n'y a rien de simple. Ne croyez pas que de nouvelles politiques peuvent émerger de Rio. Tout a été discuté en amont, il ne peut y avoir que des déclarations convenues.

**Pensez-vous que la crise actuelle peut pousser les gouvernants à agir pour l'environnement, ou va au contraire les freiner ?**

Nous sommes face à un dilemme sérieux : la crise financière pousse les politiques à avoir des perspectives de très, très court terme – ils doivent éviter le naufrage des banques pour le mois prochain – alors que la préservation de l'environnement exige des perspectives de très long terme. C'est une spirale destructrice : plus nous agissons pour le court terme, plus la crise de

long terme s'aggrave.

**Etes-vous plus pessimiste qu'il y a quarante ans ?**

Donella Meadows  
Dennis Meadows  
Jorgen Randers

**LES LIMITES** À LA  
**CROISSANCE**  
(DANS UN MONDE FINI)  
**THE LIMIT**

Enfin en français,  
le fameux Rapport Meadows :  
***The Limits to Growth***  
*The 30-Year Update*

« *Les Limites de la croissance* » de Dennis Meadows

Il y a deux fois plus d'habitants qu'il y a quarante ans, et le niveau de vie a augmenté, donc on met plus de pression sur la planète.

Le CO2 est un bon exemple : tout le monde admet que les émissions doivent baisser mais elles ne cessent de monter, et l'an dernier, elles ont été plus élevées que jamais. Pourquoi ? Parce que personne ne veut faire de sacrifices de court terme pour des bénéfices de long terme.

**Avez-vous souffert de la marginalisation après la publication de votre rapport en 1972 ? Et aujourd'hui encore ?**

Au début des années 70, des économistes ont essayé de discréditer mes analyses car elles leur semblaient importantes. Maintenant, ils les ignorent simplement.

Mes opposants ont tout fait pour détourner l'attention du message principal : ils ont sorti du contexte mes données, ou tenté de dire que j'étais acheté par des gens qui voulaient bâtir un gouvernement mondial (regardez sur le Web tout ce qu'écrivent les conspirationnistes).

Désormais, il y a des centaines de rapports qui confirment ce que je dis depuis quarante ans.

**Mais pourquoi n'êtes-vous pas écouté si vous avez raison depuis quarante ans ?**

Prenez la Grèce, son niveau de vie est en train de baisser. Aux Etats-Unis, la classe moyenne a vu son revenu diminuer depuis vingt ans, ce n'est pas de la fiction.

Supposons que nous nageons, que je mets votre tête sous l'eau et je vous parle du changement climatique : vous vous en fichez du climat, à court terme, vous voulez juste respirer.

**Pourquoi estimez-vous que le « développement durable » n'est plus un bon concept ?**

Il y a plus de cent définitions de ce terme, et aucune ne fait autorité. La définition la plus courante est : « Satisfaire nos besoins d'aujourd'hui sans compromettre les possibilités des

générations futures de faire face à leurs propres besoins. » C'est fantaisiste. Comment donner aux gens plus aujourd'hui sans compromettre demain ?



*Dennis Meadows à Tokyo, en avril 2009 - KAZUHIRO NOGI/AFP*

Ceux qui utilisent le terme « développement durable » le font juste pour justifier ce qu'ils vont faire de toute façon. La croissance verte, c'est juste un moyen de justifier la croissance.

Allez demander aux pauvres : ils vous diront que le développement durable, ça veut dire que les riches vont réduire leur train de vie. Allez demander aux riches : ils vous diront que ça veut dire que les pauvres vont arrêter de faire autant d'enfants...

Regardez Rio : quelle attention va être prêtée à la question de stabiliser la population mondiale ? Aucune. Vous ne pouvez pas avoir une espèce humaine durable si elle continue de croître à l'infini.

Certains projettent, sur la base de modèles pas très fiables, que la population va se stabiliser à neuf milliards, mais on est déjà à plus de sept ! Comment imaginer que les riches vont continuer à avoir autant qu'aujourd'hui et que les pauvres vont rattraper leur niveau de vie sans abîmer le système ? C'est insensé.

Il n'y a pas de preuve empirique que l'on peut découpler la croissance économique des dégâts faits à la planète. On peut faire un peu moins de mal, mais pour avoir une planète soutenable, il faut une croissance négative.

**Vous me faites penser à Tim Jackson, que nous [avons interviewé](#) sur ce sujet. Mais lui préconise des investissements massifs dans les énergies propres. Pas vous ?**

Attention aux résumés simplistes de ce qu'il dit. Bien sûr que c'est important, alors que nous allons manquer de pétrole, d'investir dans les énergies renouvelables. Mais on a besoin de plein d'autres choses : protéger les ressources en eau, modifier l'agriculture... Les énergies renouvelables ne produisent que de l'électricité, alors que nos principaux besoins en énergie concernent les transports. On ne fait pas encore voler les avions à l'électricité que je sache !

**Vous vous définissez comme [« malthusien »](#) ?**

Ses idées étaient valables : la population croît de manière exponentielle tandis que la production de nourriture croît de manière linéaire. Disons que l'Histoire ne lui a pas donné tort. Mais Malthus n'a pas décrit de solutions, seulement des phénomènes, et puis c'était il y a 300 ans.

### **En France, on a le mouvement de la décroissance. Vous revendiquez-vous de ce bord-là ?**

C'est un terme horrible. Les idées sont bonnes, les perceptions de la réalité qui amènent à vouloir décroître sont excellentes, mais le terme lui-même est un suicide politique, il est totalement négatif.

J'ai une amie japonaise qui veut démarrer un mouvement de décroissance, elle a appelé cela le « centre du bonheur humain et des systèmes alternatifs ». C'est exactement la même chose mais ça passe beaucoup mieux !

Je suis rarement aussi tranché dans mes jugements, mais là je suis absolument certain qu'en tant que mouvement public, il ne pourra pas avoir d'influence s'il utilise ce terme. Regardez Rio : tout est concentré autour de la croissance, qui parle de la décroissance comme solution ? Personne !

### **C'est peut-être incompatible avec la nature humaine d'imaginer revenir en arrière...**

L'humanité est sur cette planète depuis 300 000 ans et jusqu'à il y a cinquante ou soixante ans, la croissance n'était pas un sujet. Aux XVIe, XVIIe, XVIIIe siècle, vous naissiez dans une famille et vous espériez avoir le même niveau de vie que vos parents, avoir le même statut social... La croissance est une idée très récente !

### **Vous écrivez que l'on a utilisé plus de 150% des ressources de la planète. Comment faire comprendre cela aux gens ?**

Ce ne sont pas mes chiffres, ce sont ceux de [Mathis Wackernagel](#), le concepteur de l'empreinte écologique mondiale. Pour mieux expliquer, je prends souvent l'exemple du compte en banque : vous avez économisé beaucoup d'argent et votre compte est très plein, mais vous pouvez le vider très vite. C'est ce qu'on fait : on épuise très vite les ressources, par exemple fossiles, qu'on a mis des millénaires à accumuler.

### **A votre avis, si l'humanité venait à changer, cela viendrait plutôt des pays du Nord ou du Sud ?**

La situation actuelle me fait penser à « [Tragedy of the commons](#) », un article devenu un classique. Dans les temps anciens, il y avait au milieu du village un « common », un pâturage pour tout le monde. Si chacun met ses vaches dessus, plus personne ne pourra pâturer.

C'est ce qui se passe avec l'empreinte écologique. Prenons les ressources halieutiques : chaque pays peut devenir plus riche à court terme, mais quand la ressource sera épuisée, plus personne ne sera riche.

### **Nous sommes « addicts » à la croissance ; cela a-t-il une chance de changer ? N'est-ce pas trop tard ?**

En théorie, ce n'est pas trop tard, mais en pratique si. Ce n'est pas la nature de l'être humain de désirer toujours plus, mais c'est comme ça qu'il se comporte. Nous avons bâti ce système économique basé sur la consommation sans limite, avec la publicité qui vous donne envie de

cela et la banque qui vous pousse à emprunter et les gouvernants qui creusent la dette... Je ne pense pas que cela va changer.

## **Croissance: la leçon d'humilité de Dennis Meadows à l'égard des Cassandre incompris**

Catherine Bernard — 1 septembre 2012 [Slate.fr](http://Slate.fr)

**Dennis Meadows est l'un des auteurs du fameux rapport «Les Limites à la croissance» qui, à sa sortie en 1972, avait fait sensation. Avant l'été, il présentait à Paris la traduction de la troisième mise à jour de l'ouvrage**

De loin, on dirait le plan du métro. Mais non, le dessin imprimé sur le petit sac de toile que brandit [Dennis Meadows](#) est une série de courbes. Plein de courbes: la production, la population, les ressources naturelles, l'espérance de vie, j'en passe et des meilleures. Mais elles ont une particularité: toutes ou presque s'arrêtent de grimper à peu près en même temps, pour commencer ensuite une inexorable descente.

Et ce «en même temps», c'est maintenant. Aujourd'hui, ou en tous cas à un moment compris entre un peu avant 2010 et quelque part aux alentours de 2020. Autrement dit, nous sommes en plein dedans: au paroxysme d'une croissance qui ne peut désormais que fléchir.

Ces courbes datent de 1972 et de la publication de l'ouvrage écrit par Dennis Meadows et son équipe de recherche, *The Limits to Growth* (traduit du reste à l'époque en français, et sans l'autorisation des auteurs, sous le titre un rien fallacieux *Halte à la croissance?*).

A l'époque, ses conclusions avaient fait sensation. «*Personne ne parlait de réchauffement climatique ou de pic pétrolier. Ces courbes sortaient tout droit de nos modèles informatiques*», rappelle le chercheur américain, de passage à Paris avant l'été pour présenter à la presse, puis en séance publique, [la traduction tardive \(l'ouvrage est paru en 2004\) de la troisième mise à jour du rapport d'origine](#). Sensation certes, mais pas au point de changer quoi que ce soit: «*Cela fait quarante ans que j'essaie de sensibiliser les gens, et je dois reconnaître que j'ai totalement échoué*», reconnaît, calme et posé, Dennis Meadows, aujourd'hui âgé de 70 ans.

### **Un Cassandre plutôt gentil**

Sur le fonds, il n'est plus aujourd'hui qu'un Cassandre —plutôt gentil— parmi une foultitude d'autres. De nombreux chercheurs ont depuis alimenté ses théories, démontrant de moult façons à quel point notre mode de développement n'est pas durable. Les conclusions de Meadows ne sont du reste guère plus terribles que, dans un tout autre style, celles du Giec ou encore celles de l'économiste Nicholas Stern, mandaté par le gouvernement britannique.

Dennis Meadows le sait pourtant: *Les limites à la croissance (dans un monde fini)* ne seront lues que par un cercle de fidèles déjà convaincus qui, du reste, ont toutes les chances de les feuilleter rapidement avant de les ranger dans leur bibliothèque où elles rejoindront peut-être la première version de 1972, dont les pages ne sont du reste guère plus cornées. Toutes ces courbes quand même, c'est un peu lourd à digérer, surtout lorsque l'on est déjà, de toutes façons, persuadé de leur bien-fondé. Les deux rapports côte-à-côte, cela vaut en revanche un

sacré certificat d'esprit critique, non?

Dennis Meadows le sait très bien, et, à vrai dire, ne s'en offusque guère. Depuis le temps, il a changé de combat:

*«Si vous êtes ici aujourd'hui, c'est que vous êtes convaincus. Inutile donc d'argumenter. Le vrai sujet, c'est: comment faire passer le message?»*

Et sans doute était-ce la véritable teneur de sa venue en France: une petite leçon d'humilité à l'usage de tous ces Cassandre —dont lui— qui, convaincus de leur cause, épuisent leur énergie, leur voix, et les oreilles de leur entourage, à prévenir leurs prochains de la catastrophe qui les attend. En vain, forcément, car personne, ou presque, n'a envie de perdre son temps, et son enthousiasme, à écouter ressasser des méchantes prédictions qui, de toutes façons, même si elles se réalisent, seront bien trop difficiles à éviter. On n'a qu'une vie, n'est-ce pas?

### **Laisser un espoir aux gens**

En 40 ans, Dennis Meadows a eu le temps de réfléchir. Et il a compris quelques petites choses.

D'abord, il faut toujours laisser un espoir aux gens. Même s'il est mensonger. Mieux vaut ainsi éviter d'assener que tout est foutu. C'est très mauvais, personne ne vous croira. Et si quelqu'un vous croit, il haussera les épaules et vous rétorquera: et si c'est foutu, à quoi sert-il d'agir? Et il aura raison.

Alors c'est vrai, nous brûlons notre planète par tous les bouts (c'est difficile car la Terre est ronde, mais nous y arrivons quand même), mais il n'est jamais trop tard. Si nous retrouvons nos manches maintenant, dans la joie, la bonne humeur, et la fraternité, nous arriverons forcément à construire un petit nid accueillant pour nos vieux jours et peut-être même pour nos petits enfants. Je ne sais pas si Dennis Meadows lui-même croit à ce discours —l'optimiste c'était, paraît-il, sa femme, Donnella, décédée en 2001— mais qu'importe, c'est pour la bonne cause.

Dans le même ordre d'idée, le Cassandre devra s'astreindre à une énorme discipline sémantique. Pas question par exemple d'aller convaincre un homme politique des vertus de la «décroissance». *«La décroissance —du moins en dehors de France—, c'est vraiment trop négatif. J'ai une amie japonaise qui a fondé un groupe de "décroissants". Elle l'a baptisé "le centre du bonheur humain", c'est bien mieux!»*, raconte ainsi Dennis Meadows. Pas question non plus de vanter les vertus de l'austérité. Tout au plus peut-on poliment inviter ses semblables à un peu plus de «sobriété».

Mais il ne faut pas non plus exagérer dans l'autre sens. Pas question de prôner la «croissance verte» ou la «croissance propre» ou la «croissance équilibrée», simplement pour séduire hommes politiques et chefs d'entreprises. *«Dès qu'on met "croissance" quelque part, c'est foutu, constate Dennis Meadows. C'est du reste l'un des problèmes de notre livre, mais en 1972, nous ne le savions pas. La croissance verte, la croissance propre, tout le monde la veut, car c'est de la croissance!»*

### **Privilégier le terme de «résilience»**

Alors, il ne l'a pas inventé, mais Dennis Meadows aime bien le terme de «résilience». *«C'est un terme juste, car la résilience, c'est la caractéristique du système qui survit à un choc et continue de fonctionner»*. Un terme juste, pas trop connoté, et qui peut donc servir à qualifier un projet optimiste: *«Construire une économie résiliente»*.

Le Cassandre, ensuite, devra réfléchir à s'exprimer clairement, distinctement, sans jargon et, si possible, avec des allégories qui font mouche. Dennis Meadows ne parle pas français, mais il prend un soin tout particulier à articuler et à s'exprimer distinctement en anglais. C'est un scientifique, dont les ouvrages regorgent de données, mais son discours est particulièrement clair et imagé:

*«Lorsque vous avez un enfant, vous êtes d'abord enthousiasmé par sa croissance physique: vous vous réjouissez de le voir grandir et grossir comme il se doit. Mais lorsqu'il a 15 ou 20 ans, vous passez à autre chose. Et s'il continue à grandir ou grossir, cela risque même de vous inquiéter: aurait-il une maladie cachée? A cet âge, ce qui vous importe, c'est la croissance de son savoir et de ses capacités: en langues, en musique, en relations sociales... N'est ce pas un peu la même chose en matière de croissance économique?»*

Le temps que l'auditoire réfléchisse plus avant, l'argument touche, au moins pendant quelques secondes.

### **Argument-massue des «anti-décroissants»**

Mais cela ne suffit pas. Le Cassandre doit se préparer à toutes les attaques. Dennis Meadows n'a pas un instant d'hésitation lorsqu'arrive l'argument-massue des «anti-décroissants»:

*«Et les pays pauvres, comment peuvent-ils sortir de la pauvreté si l'on mène une politique de décroissance?»*

*«Si la croissance était un remède miracle contre la pauvreté, elle n'existerait plus»,* répond-il du tac au tac. *«Et du reste, croyez-vous vraiment que ceux qui avancent cet argument se soucient vraiment du sort des pays pauvres? S'ils s'en souciaient, ils auraient déjà réglé le problème! Occupons-nous donc d'abord de notre propre comportement. Car une chose est sûre, ce n'est pas l'Afrique ou les pays pauvres qui ont pollué notre planète ou épuisé une partie de ces ressources. Ce sont les Etats Unis et les pays du monde développé.»*

Le Cassandre, enfin, doit être fataliste:

*«Il est évident que toutes les crises que nous vivons sont liées entre elles. Et que pour empêcher qu'elles ne se reproduisent, il faudrait s'atteler à une tâche de long terme. Mais il est évident aussi que le court terme primera toujours sur le long terme. Si nous nous retrouvons à l'instant attaqués par un tigre et que je vous exhorte à travailler à l'avenir de notre planète, vous me répondrez: il faut d'abord échapper au tigre, sinon nous serons tous morts.»*

S'il veut éviter l'ulcère d'estomac, le Cassandre doit aussi, avec le temps, devenir philosophe. Et

arrêter de se culpabiliser pour sa propre incapacité à convaincre ses semblables.

Longtemps sans doute, Dennis Meadows a cru qu'en expliquant avec pédagogie ses conclusions, il finirait par arriver à ses fins. Aujourd'hui, il est bien plus modeste:

*«Beaucoup croient que l'on a besoin de voir pour croire. Je pense que c'est faux. Sinon, tout le monde serait aujourd'hui convaincu. C'est sans doute l'inverse : on voit ce que l'on croit.»*

J'avais vu le plan des lignes de métro....

## **Basculer vers l'électrique ne sauve pas du changement climatique, estime l'AIE**

**Par Nabil Wakim Publié le 13 novembre 2018 Le Monde.fr**

***L'Agence internationale de l'énergie a présenté, mardi, son rapport annuel. L'accord de Paris ne sera pas respecté si le courant provient toujours de centrales à charbon ou à gaz.***



Le basculement vers l'électrique va-t-il nous sauver du changement climatique ? Multiplication des voitures électriques et numérisation accrue du monde sont souvent considérées comme des moyens de limiter l'impact des énergies fossiles et de tenter de mettre le monde sur la trajectoire de l'accord de Paris.

La réalité est plus contrastée, estime un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) rendu public mardi 13 novembre. Le *World Energy Outlook*, la publication annuelle de l'institution basée à Paris, analyse les conséquences d'une électrification rapide des usages sur la production et la consommation d'énergie.

Selon les projections de l'Agence, les investissements en faveur de la mobilité électrique et du chauffage électrique pourraient amener à une augmentation de 60 % à 90 % de la demande mondiale en électricité – l'équivalent de deux Etats-Unis en termes de consommation d'électricité. « *L'électrification amène des bénéfices, notamment en réduisant la pollution au niveau local, mais elle requiert des mesures supplémentaires pour décarboner la production d'électricité afin d'atteindre les objectifs climatiques* », prévient l'AIE dans son rapport.

### **Accélération**

Autrement dit : basculer vers l'électrique ne sert en rien le combat pour préserver le climat si le

courant provient toujours de centrales à charbon ou à gaz, fortement émetteurs de CO<sub>2</sub>.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Les centrales à charbon seront difficiles à fermer](#)

D'un côté, l'AIE se montre rassurante : les énergies renouvelables devraient continuer à être de moins en moins chères et se développer très rapidement. « *On constate deux mouvements parallèles : nos vies sont de plus en plus électriques et les énergies renouvelables occupent une place de plus en plus importante dans la production au niveau mondial* », explique Laura Cozzi, co-auteure du rapport de l'AIE. Ce qui apparaît au premier abord être une bonne nouvelle : plus le solaire et l'éolien se développent dans le monde, plus ces nouvelles capacités de production peuvent remplacer des énergies fossiles.

Mais cette accélération pose une question majeure au système électrique de demain : comment accueillir de plus en plus d'énergies intermittentes dans le système ? Certains pays, comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, intègrent déjà 15 % à 25 % d'énergies renouvelables intermittentes dans leur mix électrique. Mais, selon l'AIE, cette proportion va augmenter massivement dans tous les pays du monde. Et pour cause : la baisse spectaculaire des coûts, notamment des panneaux solaires, va faire exploser le secteur dans les trente prochaines années, prédit l'Agence.

*L'AIE signale que pour respecter l'accord de Paris, il faudrait ne construire aucune nouvelle centrale à charbon de plus que celles existantes ou déjà en construction*

Les réseaux électriques devront apprendre à vivre avec une plus grande flexibilité, en fonction du vent et du soleil. Et les pays devront s'assurer de capacités de stockage d'électricité ou de production mobilisables en fonction des besoins – le plus souvent du gaz et du charbon.

Plus difficile encore, l'AIE signale que pour respecter l'accord de Paris, il faudrait ne construire aucune nouvelle centrale à charbon de plus que celles existantes ou déjà en construction. « *Il y a deux options, explique Laura Cozzi, soit toutes les nouvelles infrastructures de production d'électricité n'émettent pas de CO<sub>2</sub>, soit on est capable d'utiliser les infrastructures actuelles en émettant beaucoup moins* », note la chercheuse. Mais beaucoup de centrales à charbon en Asie ont moins de 15 ans et sont loin d'être arrêtées.

Le rapport note également que le nucléaire, qui n'émet pas de CO<sub>2</sub> et représente 10 % de la production électrique mondiale, se trouve à un tournant de son histoire. « *Beaucoup de centrales en Europe et aux Etats-Unis vont atteindre 40 ans, et les décisions de poursuivre ou d'arrêter des réacteurs pourraient avoir un impact important, tant sur la sécurité d'approvisionnement que sur les émissions de gaz à effet de serre* », estime Laura Cozzi.

L'AIE estime également que plus de 70 % des investissements dans le secteur de l'énergie à réaliser d'ici à 2040 – estimés à plus de 2 000 milliards de dollars (1 780 milliards d'euros) – seront à la charge des Etats. « *Les gouvernements sont la clé de la réussite de la transition énergétique* », conclut Tim Gould, coauteur du rapport.

## **Une pénurie de pétrole redoutée à l'horizon 2025**

Par **Fabrice Nodé-Langlois** Publié le 13/11/2018 [Le Figaro.fr](#)

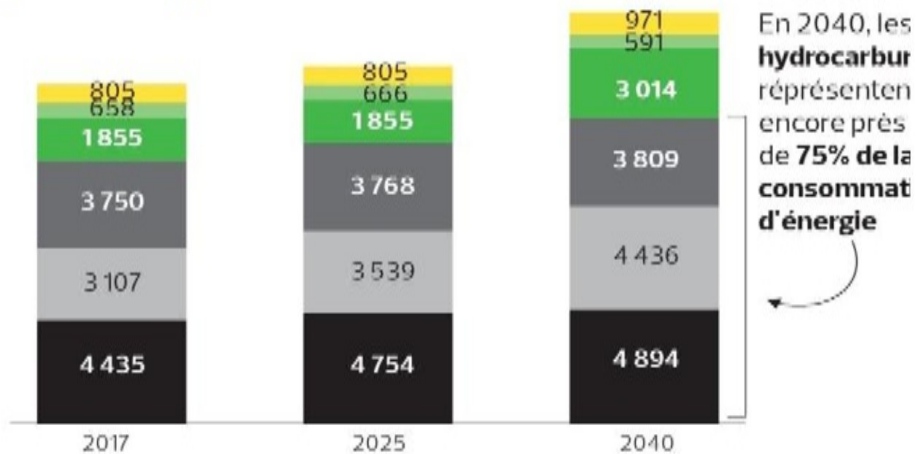
**INFOGRAPHIE - Selon l'Agence internationale de l'énergie, l'insuffisance des investissements dans la production va conduire à un déséquilibre du marché mondial à**

moyen terme.

## Les énergies fossiles domineront encore longtemps

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION PRIMAIRE D'ÉNERGIE PAR SOURCE  
En millions de tonnes d'équivalent pétrole

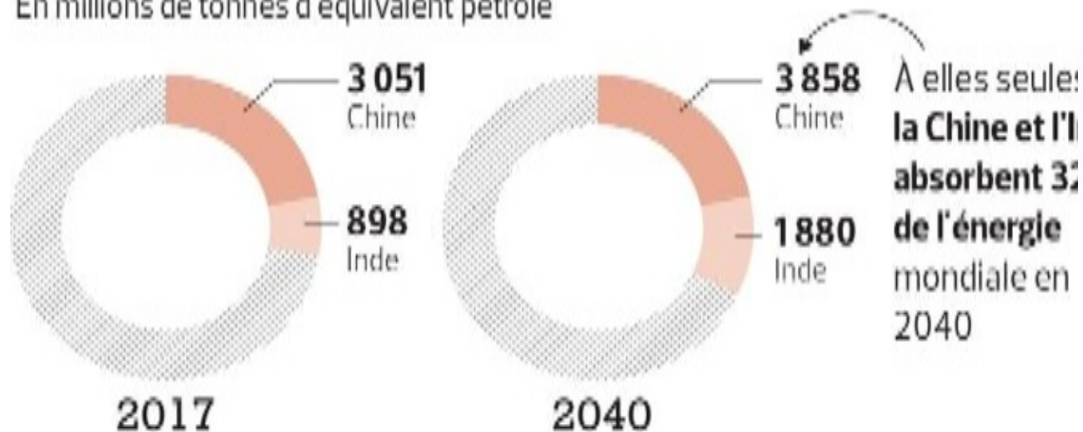
■ Pétrole ■ Gaz naturel ■ Charbon ■ Énergie renouvelable  
■ Biomasse ■ Nucléaire



[NYOUZ2DÉS : *totalément faux*. Le pétrole étant, en valeur (\$), la matière première la plus importante au monde il faut un système financier en parfait état pour qu'il soit exploité et distribué partout sur la planète. Or, si vous avez bien suivi ce site internet (articlesdujour.com) vous aurez compris que tous les pays du monde sont en faillite totale.]

## La Chine conforte sa position de premier consommateur d'énergie au monde

LA PART DE LA CHINE ET DE L'INDE DANS LA DEMANDE D'ÉNERGIE MONDIALE  
En millions de tonnes d'équivalent pétrole



[NYOUZ2DÉS : titre de l'image stupide. On dirait le titre d'un conte de fée.]

Le répit pour les automobilistes risque d'être de courte durée. Alors que les Français ne décolèrent pas contre [la hausse des taxes sur les carburants](#), les prix à la pompe ont reculé la

semaine dernière. Les distributeurs ont tout simplement répercuté la baisse du prix du baril. Celle-ci a atteint près de 19 % depuis le début octobre après près de trois années de rebond. Une bonne nouvelle pour les consommateurs, et, symétriquement, une mauvaise pour les producteurs. À commencer par l'Arabie saoudite.

C'est pourquoi le royaume, qui a besoin de ses recettes pétrolières pour équilibrer un budget creusé par des dépenses sociales en forte hausse et les projets de transformation du prince héritier Mohammed Ben Salman, a annoncé ce week-end qu'il allait fermer les vannes. Riyad veut réduire ses exportations de 500.000 barils par jour en décembre, soit une baisse de près de 10 %. Le ministre saoudien de l'Énergie, Khaled al-Faleh, a estimé lundi qu'il faudrait réduire la production mondiale d'un million de barils par jour (Mbj) afin de rééquilibrer le marché.

## **Le marché asséché**

Pour l'heure, l'offre mondiale d'or noir est supérieure à la demande. L'embargo déclenché par Donald Trump voici une semaine contre le pétrole iranien n'a pas mis le marché en tension comme certains experts le redoutaient. Et pour cause, [le président américain a d'emblée autorisé huit pays clients des Iraniens à continuer de leur acheter du brut](#), certes en moindres quantités. Toujours est-il que le marché n'est pas asséché. Il l'est d'autant moins que, côté offre, la production du pétrole de schiste aux États-Unis poursuit sa croissance spectaculaire, tandis que côté demande, la soif de pétrole de la Chine s'étanche un peu à mesure que son activité économique ralentit.

Excédent d'offre ou pas, le marché de l'or noir reste volatil. La déclaration saoudienne de dimanche a suffi à faire repartir le prix du baril à la hausse lundi. Le Brent a bondi, de 70 dollars lundi matin à près de 72 dollars à la mi-journée avant qu'un tweet du président américain ne réinverse la tendance. «J'espère que l'Arabie saoudite et l'Opep ne baisseront pas leur production. Les prix du brut doivent être bien inférieurs si l'on se base sur l'offre!», a écrit le président des États-Unis. Dans la foulée le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en janvier, reculait de 71 cents à 69,41 dollars.

Comme le résume Fatih Birol, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui publie ce mardi son volumineux rapport annuel (650 pages) sur les perspectives énergétiques mondiales, [«l'incertitude augmente»](#) sur le marché pétrolier tandis que l'influence de la géopolitique sur les cours «se complique». Au-delà des soubresauts du baril que l'on peut attendre dans les prochains mois, l'AIE alerte sur une possible pénurie d'or noir à l'horizon 2025.

*«Les grands pétroliers, Total, Shell, BP ou Repsol se diversifient dans l'électricité»*

Jean-Bernard Lévy PDG d'EDF

Contrairement à une idée parfois répandue, la consommation de pétrole dans le monde n'est pas près de ralentir. D'ici à 2025, elle devrait même progresser au rythme annuel soutenu de 1 Mbj, soit, à titre de comparaison, le tiers de la production de l'Iran. Problème, depuis la forte chute des cours du baril des années 2014-2016, [l'industrie pétrolière a très fortement réduit ses investissements dans les nouveaux gisements](#). L'ensemble des projets dans le pétrole conventionnel décidé depuis trois ans permettrait de mettre sur le marché la moitié seulement des volumes nécessaires pour satisfaire la demande, s'inquiète l'AIE. Même si le boom du

pétrole de schiste se poursuit au Texas et dans le Dakota du Nord, le brut américain ne suffira pas à lui seul à pallier le manque. Ce déséquilibre pourrait donc aboutir à «une offre insuffisante et à une nouvelle escalade des prix», avertit l'AIE. Par tradition, l'agence ne publie pas de pronostics de prix du baril.

Plus loin que cet horizon 2025, très proche à l'échelle de temps des investissements dans les grands projets pétroliers, la demande d'or noir continuera à croître au moins jusqu'en 2040, annoncent les experts de l'AIE. Elle augmentera même de 12 % selon le scénario central de l'AIE, qui présuppose que les États respecteront leurs engagements en matière climatique pris lors de la Conférence de Paris en 2015.

D'où provient cette soif inextinguible de pétrole alors que la plupart des experts s'accordent à dire que l'essor du véhicule électrique est imminent et que «les grands pétroliers, Total, Shell, BP ou Repsol se diversifient dans l'électricité», comme le note Jean-Bernard Lévy le PDG d'EDF? De fait, dès le milieu des années 2020, la consommation de carburants pétroliers des voitures plafonnera dans le monde, prévoit le rapport. Mais dans les pays émergents, les camions continueront de consommer plus d'or noir, à hauteur d'un an de production de l'Iran. Et le secteur qui tirera le plus la demande pétrole sera la pétrochimie, même dans l'hypothèse d'un recyclage de la moitié du plastique. Cette industrie absorbera «deux Iran» supplémentaires d'ici à 2040. Le scénario du prix du baril qui s'effondrerait faute de demande, n'est donc, selon les experts de l'AIE, pas pour demain.

## **Le charbon, toujours la première source d'électricité dans le monde**

**Concepcion Alvarez NovEthic.com 4 décembre 2018**

**[NYOUZ2DÉS : Concepcion Alvarez est un journaliste TRÈS médiocre.]**

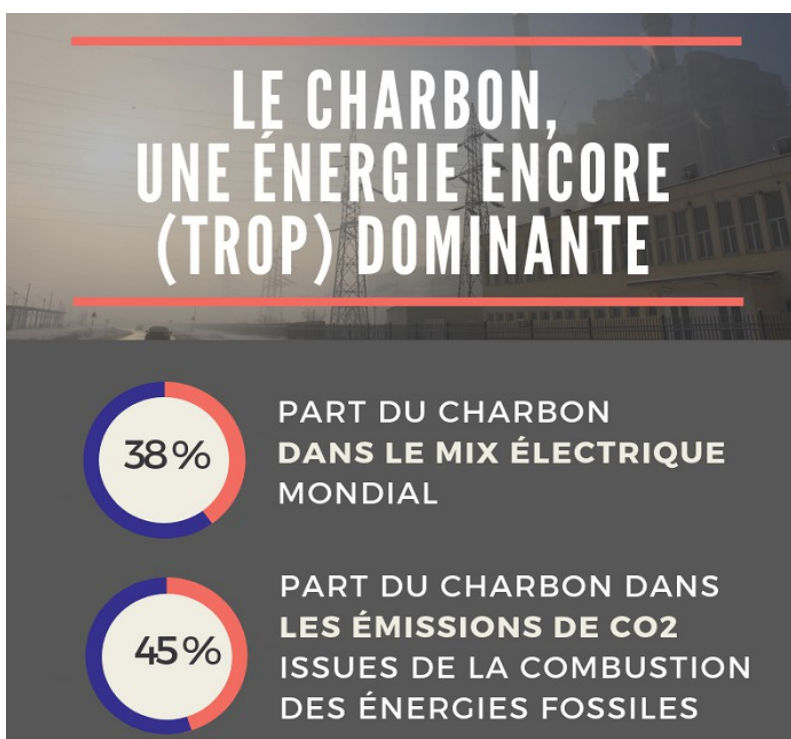
On parle de lui comme une énergie du passé et on assure que 40 % des centrales ne seraient même pas rentables à travers le monde. Pourtant, le charbon reste encore le principal moyen de produire de l'électricité et, alors que sa consommation s'est accrue en 2017, elle devrait encore stagner jusqu'en 2040 sans réel déclin. De quoi compliquer sérieusement la bataille climatique.

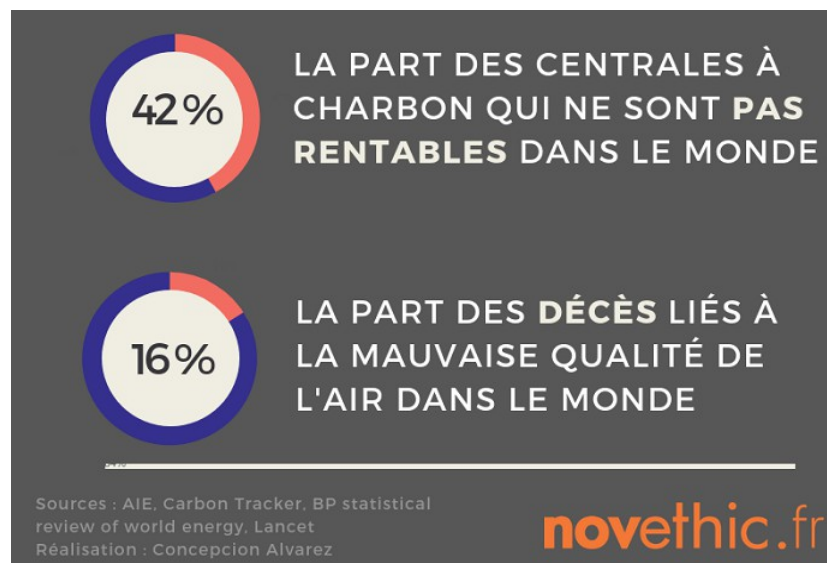
Le charbon est le plus gros émetteur de CO<sub>2</sub>. Pourtant, il reste encore le principal moyen de produire de l'électricité à travers le monde. La demande ne tarit pas, surtout en Asie. Elle a de nouveau progressé en 2017 après deux ans de déclin et devrait encore stagner jusqu'en 2040, d'après les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). "*De nombreuses économies en développement considèrent le charbon comme important pour leur développement économique en raison de sa disponibilité et de son coût relativement bas*", relève l'agence internationale.



*Pour être en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris, les pays de l'OCDE et l'Union européenne devraient se passer de charbon d'ici 2030, la Chine d'ici 2040 et le reste des pays d'ici 2050.*

Si la Chine est de loin le premier consommateur, et le premier producteur, l'Inde devrait bientôt prendre sa place. D'autres pays enregistrent de fortes croissances de la demande comme l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines et le Vietnam. Or, pour être en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris, les pays de l'OCDE et de l'Union européenne devront se passer de charbon d'ici 2030, la Chine d'ici 2040 et le reste du monde d'ici 2050. Un pari impossible ?





[**NYOUZ2DÉS** : si les centrales à charbon sont si peu rentables dans le monde (42% n'est pas un chiffre banal à cette échelle) imaginez maintenant les remplacer par autre chose de 5 à 10 fois plus coûteux (comme des éoliennes, avec leurs fiabilités nulles en production électrique).]

L'argument économique pourrait peser dans la balance. D'après une récente étude de *Carbon Tracker*, plus de 40 % des centrales au charbon dans le monde ne sont pas rentables et ce taux pourrait dépasser 70 % d'ici 2040. En outre, d'ici 2030, il sera moins coûteux de recourir aux nouvelles sources d'énergie solaire et aux éoliennes que de continuer à faire fonctionner 96 % des centrales au charbon existantes ou en projet, précise le think tank.

Beaucoup misent par ailleurs sur [le captage et le stockage du CO2](#) pour limiter l'impact du charbon sur le climat mais cette technologie reste encore trop coûteuse et donc peu développée.

2,4 millions de tonnes de CO2 sont actuellement concernées chaque année alors que pour respecter l'Accord de Paris, il faudrait atteindre 350 millions de tonnes de CO2 en 2030.

### **Alliance mondiale contre le charbon**

Parallèlement, un mouvement mondial est lancé pour sortir du charbon. De nombreux pays engagés à exclure cette énergie polluante sont réunis au sein de l'alliance Powering Past Coal (PPCA). Elle compte désormais 28 membres parmi lesquels le Canada, le Royaume-Uni, la France, le Mexique ou encore les Îles Marshall. Plus récemment, la Hongrie et l'Espagne ont également annoncé vouloir fermer leurs centrales à charbon.

Selon une récente étude de l'Iddri, *"il est possible de mettre en œuvre des trajectoires de sortie du charbon compatibles avec l'Accord de Paris, tant du point de vue social qu'économique, dans les principaux pays producteurs et utilisateurs de charbon d'ici 20 ou 30 ans"*, Chine et Allemagne inclus. Le déclic viendra peut-être de la rue. Le week-end dernier, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Berlin et à Cologne pour enjoindre le gouvernement allemand à sortir du charbon, [alors que s'ouvrait la COP24](#).

## **Contraindre les citoyens pour sauver la planète?**

**La Libre Belgique - 06 déc. 2018**

Abonnés Entretien: Clément Boileau Publié le jeudi 06 décembre 2018 à 09h39 - Mis à jour le jeudi 06 décembre 2018

Riposte Dimanche dernier, la marche pour le climat mobilisait environ 70 000 personnes à Bruxelles. Juste avant la Cop24, qui se tient ces jours-ci à Katowice (Pologne). Le slogan ? Une transition juste. Mais celle-ci est-elle possible sans faire peser d'énormes contraintes sur les citoyens ?

Oui pour Yvan Dutil, astrophysicien, candidat pour le Parti vert aux élections fédérales canadiennes en 2011.

© Twitter

Si nous ne nous imposons pas des contraintes drastiques rapidement, la nature s'en chargera. Pour commencer, nous devons nous faire à cette idée : nos ressources sont limitées et notre énergie aussi. Il faut sortir du marketing politique.

**"Moins il y aura d'humains à nourrir et à loger, moins le problème sera grand", avez-vous écrit pour l'Agence Science-Press. Doit-on nécessairement passer par de telles contraintes pour limiter notre impact environnemental ?**

La démographie, c'est un problème qu'on connaît depuis les années 70. Les vieux écologistes peuvent plaider le fait qu'ils ne savaient pas - certains, comme le commissaire au développement durable au Québec Harvey Mead le disent : ils ont perdu du temps pendant quarante ans.

Le problème, c'est qu'on est à côté de la plaque sur les capacités de la planète, qu'on pourrait repousser. Ce n'est pas vrai. Sa capacité portante nous impose certaines contraintes, comme la maximisation des infrastructures existantes.

**Vous écrivez qu'une véritable transition écologique nécessite de ne plus prendre l'avion, ne plus consommer de viande rouge, ne plus conduire, même une voiture électrique... Comment faire accepter tout cela sans mesures coercitives ?**

Le problème est psychologique et concerne l'acceptation des limites de la planète. Lesquelles ne sont pas visibles pour le citoyen, ou le consommateur. Prenez la destruction de la couche d'ozone : c'est parfaitement observable. J'ai travaillé dans un laboratoire de télédétection atmosphérique pendant deux ans et je l'ai constaté tous les jours. Mais pour le citoyen, c'est un concept externe, invisible. Et c'est la même chose pour la destruction de la biodiversité, l'épuisement des stocks de poissons, etc. La limite n'est pas apparente, tant que les gens pêchent toujours du poisson.

De nombreuses civilisations se sont fait avoir par les deux mêmes choses : l'épuisement des ressources associé à un rendement décroissant de ces ressources. Les contraintes qui en découlent vont apparaître d'elles-mêmes.

**Pourquoi n'arrivons-nous pas à nous imposer ces contraintes en amont ?**

Une contrainte est toujours vue comme quelque chose qu'on peut tasser. Si je demande une loi sur le développement durable au Québec, théoriquement, les trois-quarts des projets gouvernementaux sont affectés. Mais en réalité, ça ne les remet pas en question...

La première erreur que l'on fait, c'est de ne pas le dire clairement : "voici le problème tel qu'il se présente". Pour toutes sortes de raisons, on est retombé dans la mode classique environnementale contre la pollution. C'est du marketing politique. C'est beaucoup plus difficile de dire : "Il y a une limite à ce qu'on peut faire". Ça fait mal et ce n'est pas très populaire comme discours. Ce n'est pas quelque chose qu'on a beaucoup entendu au cours des derniers siècles.

**Nos économies libérales, tournées vers le progrès, sont-elles une entrave à la mise en place de mesures durablement contraignantes ?**

Prenons la lutte contre le changement climatique : c'est devenu une opposition entre le libéralisme économique et l'anticapitalisme. Dans un monde idéal, on dirait : "Voici la contrainte" et l'on vivrait avec. Mais ce n'est pas ainsi que l'enjeu est présenté. Le fait qu'on veuille avoir une maison, qu'on aime voyager ou manger de la viande, on nous répète que c'est une construction sociale. Ce n'est pas vrai. Il y a des éléments d'instinct, de confort, qui nous poussent à cette situation. Il se trouve que quand il y a beaucoup de ressources, le capitalisme se développe. Mais que l'on soit capitaliste ou anticapitaliste, la contrainte sera la même au final. La nature se fout pas mal de ce qu'on pense...

Entretien : Clément Boileau

## La "collapsologie a le vent en poupe

Définition. La "collapsologie" désigne l'étude de l'effondrement de la société thermo-industrielle et ses conséquences. Ce néologisme a été inventé par les chercheurs français Pablo Servigne et Raphaël Stevens en 2015, année de parution de leur essai

Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes. Très influencé par les travaux du Club de Rome et en particulier le rapport Meadows, qui décrit les limites de la croissance dans un monde fini, l'ouvrage s'est petit à petit hissé dans les meilleures ventes d'essais-documents.

Soutiens et critiques. Si les travaux de Pablo Servigne et Raphaël Stevens ont reçu quelques soutiens de poids, comme celui de l'ancien ministre de l'Écologie français Yves Cochet, la collapsologie en tant que discipline scientifique à part entière essuie aussi quelques critiques, en particulier à cause de son caractère transdisciplinaire. Les données sur lesquelles la collapsologie s'appuie sont en effet issues de disciplines scientifiques nombreuses et variées : l'écologie, l'économie, la sociologie, la psychologie, l'agriculture, la démographie, la politique, l'histoire, la santé, le droit ou l'art... entre autres.

Non pour Marie-Christine Marghem, ministre fédérale de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable

© Flemal

Changer son mode de vie n'est pas nécessairement quelque chose d'anxiogène. À condition de sensibiliser tout en restant juste.

Attention à la tentation de la réglementation qui s'impose, à l'absence de dialogue, bref, à une forme d'autoritarisme.

### **Doit-on sacrifier tout confort pour limiter notre impact sur l'environnement ?**

Pas si le confort et le développement technologique fournissent les moyens d'éliminer les gaz à effet de serre, de préserver la biodiversité, de consommer durablement ce qui nous est nécessaire pour vivre, de s'entourer de choses nécessaires comme la maison, le transport, etc.

**Très concrètement, si l'on prend l'exemple du transport aérien, qui figure parmi les premières causes d'émission de CO2 au niveau mondial : ne faut-il pas simplement contraindre les gens à ne plus prendre l'avion ?**

Il faudrait faire une loi climatique en Belgique, qui transcende tous les clivages politiques et dans laquelle nous pourrions reprendre une série d'éléments comme la taxation des transports

aériens. On pourrait l'envisager. Mais naturellement, prendre une mesure coercitive comme celle-là, qui vise à dissuader un comportement, va aussi créer des difficultés dans la société, entre ceux qui ont les moyens de se payer un voyage en avion et ceux qui n'ont pas ces moyens. De plus, au niveau national, ce type de politique n'a d'effet que si elle est prise sur un plan global. C'est-à-dire au moins européen, sinon mondial.

**Pourtant, au dernier Conseil des ministres de l'UE, la Belgique a voté contre une proposition de directive sur l'efficacité énergétique et s'est abstenue en ce qui concerne les énergies renouvelables...**

Dans notre pays, il est clair qu'il y a une régionalisation poussée des compétences, notamment sur l'efficacité énergétique - compétences qui n'existent presque plus au fédéral. Or, les trois régions ont freiné des quatre fers, lors de la coordination politique destinée à forger le point de vue belge sur ce plan, parce que c'était un effort trop important pour elles. Et donc, elles se cachent derrière le fédéral qui, sur cette politique-là, n'est que le porte-parole d'une position belge qui n'est pas encore assez ambitieuse.

**Justement, la lenteur administrative, juridique, et parfois politique, n'est-elle pas un frein à la mise en place de mesures contraignantes ?**

Le politique est dans son rôle quand il produit de la réglementation. Cette réglementation est nécessaire pour que tous les citoyens d'un territoire soient placés dans les mêmes conditions. Mais il faut toujours avoir une vision sociale de la transition : celle-ci doit être juste - c'est d'ailleurs le slogan de la Cop 24. On peut donc contraindre, mais aussi sensibiliser ; et sensibiliser consiste à montrer que dans toute difficulté, il y a une opportunité. Changer son mode de vie, ce n'est pas nécessairement quelque chose d'anxiogène. C'est aussi la possibilité d'aller vers autre chose.

**Mais est-il encore temps d'essayer de sensibiliser ?**

Quand vous voulez ordonner un chemin de transition sur un territoire parce que vous avez un mandat de la population, il est difficile de ne pas passer par un minimum de consultation et d'échange soutenu par le travail des experts. C'est normal dans une démocratie. Moi-même, je l'ai ressenti à plusieurs reprises : comment faire pour ne pas toujours passer par les processus traditionnels, louables, certes, mais qui prennent du temps - que nous n'avons pas. Mais attention à la tentation de la réglementation qui s'impose, à l'absence de dialogue : on ne peut pas verser dans un système autoritariste. Gardons les piliers bien visibles de notre démocratie.

Ct.B.

**L'écologie joyeuse, c'est possible ?**

À gauche et à droite. "Dans sa forme caricaturale, l'écologie punitive semble se résumer à une liste d'interdits et de privations", écrit le journaliste et militant écologiste Olivier Blond au début de son essai

Pour en finir avec l'écologie punitive. Une forme d'écologie stérile qui, précise-t-il, a été dénoncée à gauche comme à droite.

"La punition s'instaure au détriment d'une personne ou d'un groupe ; elle se dresse contre ses intérêts immédiats"

, poursuit l'auteur, qui plaide pour une écologie plus juste, plus incitative et moins répressive envers les plus démunis.

Mot d'ordre. Mais l'écologie non punitive séduit aussi certains économistes libéraux. Ainsi, Nicolas Bouzou ne voit pas de contradiction entre croissance et préservation de l'environnement :

Notre objectif collectif est donc bien de réduire rapidement et drastiquement les émissions de CO2 en évitant deux écueils : le socialisme écologique et la décroissance"

, a-t-il écrit dans une tribune du Figaro:

"Prétendre que l'on résoudra nos problèmes écologiques en refaisant le chemin en arrière, du papier vers l'arbre, est un contresens anthropologique."

## **Des scientifiques réclament un contrôle des naissances pour sauver la planète**

BFM.tv 13/11/2018



*Des scientifiques alertent sur l'urgence de réguler les naissances au niveau mondial - AFP / Loïc Venance*

**Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, un collectif de scientifiques tire la sonnette d'alarme sur les conséquences d'une croissance démographique trop rapide. Selon les prévisions, près de 10 milliards d'habitants peupleront la Terre en 2050.**

Demain, il sera trop tard. En ce mardi 13 novembre 2018, [7,66 milliards d'habitants sont recensés](#) aux quatre coins de la Terre. Et si l'on en croit les estimations de l'ONU, ce chiffre devrait s'élever à 9,8 milliards en 2050, puis 11,2 en 2100. Une évolution impressionnante qui aurait des conséquences sans précédent sur la planète, et qui inquiète les scientifiques.

Une vingtaine d'entre eux s'est réunie pour rédiger une tribune, publiée dans *Le Monde* au mois d'octobre, afin d'alerter sur les menaces liées à une telle croissance démographique. Ils regrettent que les pouvoirs publics ne prennent pas en considération cette variable dans leur lutte pour la protection de l'environnement. "On fait comme si démographie et environnement étaient deux sujets séparés, alors qu'ils sont indissociablement liés", s'agacent-ils.

### **Épuisement des ressources disponibles**

Comme ils l'expliquent, cette croissance non maîtrisée entraînera inéluctablement "à moyen et à long terme" un problème d'épuisement des ressources disponibles, notamment alimentaires. Parmi les conséquences, ils citent: "[destruction de la biodiversité](#), ressources en eau menacées, montée des eaux par fonte des glaciers, raréfaction des ressources halieutiques, épuisement et salinisation des terres cultivées, réchauffement de plus de 5 °C en 2100 en France avec des pointes à plus de 50 °C, déplacements massifs de populations".

Alors pour éviter d'en arriver là, le groupe de scientifiques préconise une régulation des naissances au niveau mondial, notamment dans les pays à fort taux de natalité, comme ceux d'Afrique. "Tous les continents sont concernés, [mais l'Afrique concentrera un peu plus de 50 % de cette croissance d'ici à 2050](#) et plus de 85 % d'ici à 2100", estiment-ils.

### **Financement des programmes de contraception**

Pour aider les pays africains à réduire drastiquement leur taux de natalité, les scientifiques appellent la France et l'Europe à financer des programmes de "santé reproductive" dans ce continent. A savoir, les aider à mettre en place des programmes de contraception et de planning familial, ce qui "offrirait aussi la possibilité d'améliorer le bien-être et la qualité de vie des femmes" selon eux.

"Freiner la croissance de la population est une nécessité absolue pour sauver l'habitabilité de notre planète d'un désastre annoncé", jugent-ils. L'an passé, [plus de 15.000 scientifiques de 184 pays avaient déjà mis le doigt sur l'obligation de réduire le taux de natalité](#), notamment dans les pays en développement, pour préserver l'environnement. D'après leurs calculs, la biosphère aurait déjà atteint sa capacité maximale d'accueil.

**Demain, trop d'humains ?**

**Paul Molga / Correspondant à Marseille Le 12/11 2018 Les Echos.fr**

**[NYOUZ2DÉS : AUJOURD'HUI, trop d'humain.]**



*Selon les Nations unies, notre planète sera peuplée de 9,8 milliards d'âmes d'ici à 2050, contre 7,3 milliards aujourd'hui, et sans doute plus de 11 milliards d'ici à 2100. - Pascal SITTLER/REA*

**PROSPECTIVE. Nous serons 10 milliards dans trente ans. Notre planète peut-elle supporter une telle explosion démographique ? Des scientifiques tirent la sonnette d'alarme, et appellent à réguler les naissances au niveau mondial.**

Le compteur démographique qui se met à jour en direct sur la page d'accueil du [site de l'Institut national d'études démographiques \(Ined\)](#) donne le tournis : chaque seconde, la population mondiale augmente de 2,7 personnes, soit chaque année près de 89 millions d'habitants supplémentaires grâce à un nombre de naissances (150 millions) supérieur à celui des décès (61 millions). A ce rythme, selon les Nations unies, notre planète sera peuplée de 9,8 milliards d'âmes d'ici à 2050, contre 7,3 milliards aujourd'hui, et sans doute plus de 11 milliards d'ici 2100.

Trop lourd pour la Terre ? Dans une tribune publiée récemment par « Le Monde », une vingtaine de scientifiques et de chefs d'entreprise tirent la sonnette d'alarme et appellent à « *freiner la croissance démographique* », responsable selon eux des désordres environnementaux et climatiques, qui « *entraîne notre planète vers une véritable catastrophe* ». Les signataires estiment qu'il faut financer des programmes de planning familial et de contraception, notamment en Afrique.

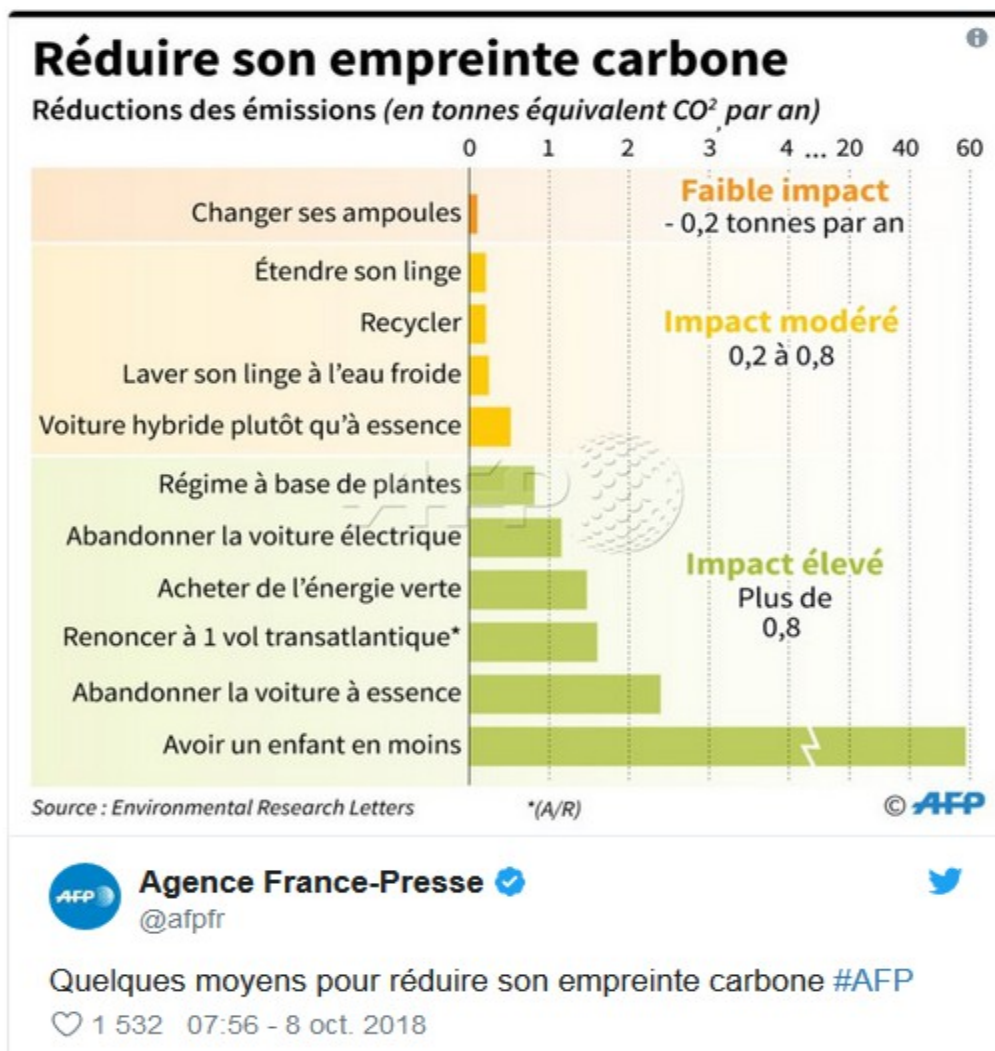
Ils ne sont pas les seuls. Dans un article publié l'an passé par la revue « [Environmental Research Letters](#) », les chercheurs Seth Wynes et Kimberly Nicholas, du Centre for Sustainability Studies de l'Université de Lund, en Suède, ont compilé plusieurs dizaines de sources pour déterminer les « *actions à fort impact* » susceptibles de limiter le réchauffement climatique. Si changer les ampoules ou préférer une voiture hybride plutôt qu'à essence ont une conséquence modérée, avoir un enfant en moins est, selon eux, la meilleure alternative écologique.

A l'époque déjà, cette suggestion avait suscité l'indignation de nombreux médias anglo-saxons et de virulentes critiques de la communauté scientifique. Les deux chercheurs avaient été contraints de justifier et de contextualiser leur propos en épinglant notamment la richesse

comme principale responsable des émissions de CO<sub>2</sub>. Ces dernières semaines, la polémique a repris de plus belle sur les réseaux sociaux après la republication par l'AFP d'une infographie résumant cette étude à l'occasion de la sortie du nouveau rapport du Giec.

« *Le débat pose cette question en filigrane : quelle est la 'capacité humaine' de la Terre ?* », s'interroge le biomathématicien Joel Ephraïm Cohen. Pas plus de 13,4 milliards, estimait un précurseur de la biologie cellulaire, le Néerlandais Antoni van Leeuwenhoek, en 1679, plus d'un siècle avant les travaux de l'Anglais Thomas R. Malthus sur les liens entre population et production. Depuis, une multitude de nouvelles estimations ont été publiées, allant de quelques centaines de millions à plusieurs dizaines de milliards d'individus.

L'an passé, 15.000 scientifiques de 184 pays ont publié une tribune dans la revue « BioScience », affirmant que la capacité d'accueil de la biosphère avait déjà atteint ses limites. Ils lançaient un [« avertissement à l'humanité »](#), en demandant aux politiques de « *déterminer à long terme une taille de population humaine soutenable* », sans en préciser le nombre.



## 2,6 hectares par habitant

La question est sociétale plus que mathématique : « *Le critère déterminant de la capacité de la Terre à porter l'homme est son empreinte écologique* », défend l'ONG [Global Footprint Network](#). Autrement dit : plus l'homme consomme individuellement de ressources, moins il

laisse de place aux autres. En 2014, le « Rapport Planète Vivante » du Fonds mondial pour la nature (WWF) a fixé l'échelle : 2,6 hectares par habitant, à comparer à une « biocapacité » terrestre de 1,7 hectare par habitant. Par soustraction, l'humanité a donc besoin de 1,5 Terre pour disposer des services écologiques dont elle profite. Pour illustrer cette notion, Global Footprint Network publie chaque année la date du [« jour de dépassement »](#), date à laquelle l'humanité a dépensé les ressources que la Terre peut régénérer en une année. Depuis 1970, il est passé du 29 décembre au 1<sup>er</sup> août cette année.

« *Le jour viendra où nous commencerons l'année sur un déficit écologique* », n'exclut pas Jacques Véron, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Depuis le milieu des années 1960, la pression de l'humanité sur l'environnement a déjà augmenté de 138 %. « *Du fait de l'inertie des masses démographiques, aucune chance que la tendance ne s'inverse* », poursuit le chercheur. L'institut a fait ses calculs : si les gouvernements s'entendaient dès à présent sur une politique de régulation des naissances, il prévoit l'amorce d'une stabilisation vers 2100, avec une population qui s'établirait autour de 12 milliards d'individus.

« *Il faut dès à présent anticiper les conséquences de ce scénario sur les ressources en eau, l'alimentation, l'usage des terres* », insiste Jacques Véron. Déjà, 80 pays manquent d'eau, une personne sur cinq n'a pas accès à l'eau potable et un milliard d'individus ne mangent pas à leur faim. « *Réduire ces inégalités est le plus grand défi de la démographie future* », estime encore le chercheur de l'Ined.

## **Changer de mode de vie**

Bent Flyvbjerg, professeur à la Saïd Business School de l'Université d'Oxford, a lui aussi fait des calculs : « *Pour assurer un mode de vie comparable au style de vie des Français, il faudrait réduire la population mondiale à environ 3 milliards de personnes. Et si nous choisissons de vivre comme les Américains, il nous faudra être un maximum de 1,9 milliard d'humains sur Terre. A contrario, pour garder tout le monde, il faudra calquer notre mode de vie à celui de l'Inde* », explique-t-il.

Pas sûr qu'il faille en arriver là, défendent toutefois plusieurs observateurs. [Une étude](#) publiée en octobre 2017 par l'ONG américaine Union of Concerned Scientists pointe les 90 principales entreprises productrices de pétrole, de gaz, de charbon et de ciment. Elles sont à l'origine de 57 % de la hausse de concentration de CO2 dans l'atmosphère, de la moitié de la hausse des températures mondiales et d'environ 30 % de la hausse du niveau moyen de la mer observé depuis 1880.

[Un autre rapport](#) de l'ONG Grain publié à la même époque dénonce « *la démesure de l'empreinte climatique des industries de la viande et des produits laitiers* ». Selon ses calculs, les 20 plus grandes entreprises du secteur émettent plus de gaz à effet de serre que toute l'Allemagne. « *Il faut agir à ces échelles*, explique l'organisation. *Si nous voulons nourrir la planète tout en luttant contre le changement climatique, le monde doit de toute urgence s'investir dans une transition vers des systèmes alimentaires qui reposent sur les petits producteurs, l'agroécologie et les marchés locaux.* »

**Plus de 100 milliards d'humains seraient nés sur Terre**

Combien d'humains la Terre a-t-elle portés depuis l'apparition de l'homme ? La question divise les démographes tant le calcul est complexe. L'estimation la plus complète a été fournie par le Population Reference Bureau, basé à Washington.

L'institut, qui avance un chiffre de 108 milliards, a travaillé à partir d'une première évaluation qui fait consensus : à l'aube de l'agriculture il y a 8.000 ans, la population mondiale devait avoisiner 5 millions d'âmes. Le [taux de croissance](#) est alors très faible : 0,0512 % par an selon son hypothèse fondée sur l'impact des famines et des bouleversements climatiques.

A ce rythme, l'humanité a franchi le cap des 300 millions en l'an 1 de notre ère, des 500 vers 1650, puis du milliard autour de 1800. Avec l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse de la mortalité infantile, les choses s'accélérent ensuite en dépit des épidémies et de l'effondrement du taux de natalité, passé de 80 naissances pour 1.000 habitants il y a 2000 ans à moins de 20 aujourd'hui. L'institut en déduit que la population actuelle représente 6,5 % des personnes nées sur Terre depuis le commencement de l'histoire de l'humanité.

### En chiffre

> **7,66 milliards.** Le nombre d'habitants sur Terre au 1<sup>er</sup> novembre 2018. Nous étions 1 milliard en 1804, 2 en 1927, 3 en 1960, 4 en 1974, 5 en 1987, 6 en 1999, 7 en 2011.

> **82,9 ans.** L'espérance de vie en France

> **18,5 naissances par an pour 1.000 habitants.** Le taux de natalité mondial moyen. Il est plus important en Afrique (33,5) et plus bas en Europe (10,5). Le taux de mortalité, mesuré en nombre de décès pour 1.000 habitants, est inverse : 11,4 en Europe contre 8,8 en Afrique. Le taux d'accroissement naturel de la population (naissance-décès) est passé de 2 % à 1 % depuis 1970.

> **2,47 enfants par femme.** Le taux de fertilité dans le monde. Il était de 4,7 bébés par femme dans les années 1970. Il est le plus faible en Europe, avec 1,63. Le taux de croissance de la population est plus faible sur le Vieux Continent (0,3). L'Amérique latine (9,7), l'Océanie (13,6) et le continent africain (24,3) sont démographiquement les plus dynamiques.

> **677.000.** Le nombre de personnes de plus de 65 ans dans le monde.

*Sources : ONU, INED*

## **Climat : l'illusion démobilisatrice du scénario à 1,5°C**

**Par Dominique BOURG, Université de Lausanne , Franck Pupunat, (Mouvement Utopia) et Marie-Antoinette Mélières, scientifique du climat — 1 novembre 2018 Liberation.fr**

**Les prévisions du Giec avec un réchauffement de +1,5°C et +2°ne sont pas réalistes en regard du peu qui a été fait par les Etats jusqu'à maintenant. Cette hausse est déjà pour demain (2030).**

**Tribune.** Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec, SR 15), en se centrant sur les deux scénarii de réchauffement où la température moyenne globale ne s'élèvera que de +1,5°C et +2° par rapport aux niveaux préindustriels, et en présentant les conditions auxquelles ils sont réalisables, contourne le problème et en amoindrit

paradoxalement l'urgence.



*Un fermier indien victime de la sécheresse dans la province de Tripura, le 24 février. Photo Arindam Dey. AFP*

Ce qui est en effet en jeu, c'est que notre trajectoire actuelle basée sur les dernières décennies d'augmentation de CO<sub>2</sub> laisse résolument derrière elle ces cibles. Elle nous mène de fait à un réchauffement de +3 à 5 degrés, ce qui doit susciter en chacun de nous, citoyen mondial, une réaction de survie, nous conduire à exiger de nous et de nos dirigeants une action sans délai. Remarquons que ce rapport comparant les conséquences d'une hausse de 1,5° à celles de +2° répond à une «commande» des Etats formulée lors de la COP21, sous la pression des petits Etats insulaires, avec probablement pour ces derniers l'arrière-pensée d'établir à l'avance la responsabilité des Etats gros émetteurs. Le Giec ne pouvait s'y soustraire.

Soyons lucides : il n'est plus possible de croire au scénario à +1,5 degré. Nous sommes actuellement à +1,1 degré et, sur notre lancée, atteindrons 1,5° entre 2030 et 2040. Il n'existe aucun moyen d'y échapper sauf à réduire d'ici 2030 de 45% les émissions de CO<sub>2</sub> au niveau mondial, et de 100% d'ici 2050, ce qui est malheureusement politiquement inenvisageable. De plus, après un arrêt complet de toutes les émissions anthropiques (gaz à effet de serre et aérosols), un réchauffement s'ensuivrait de quelques dixièmes de degré. Le +1,5° est donc déjà largement «dans les tuyaux». De même, pour rester en deçà des 2 degrés qui s'annoncent quasiment inévitables entre 2050 et 2060, les scénarii présentés s'appuient notamment sur d'hypothétiques déploiements de technologies, non matures à ce jour, capables d'extraire du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère ; et des techniques dangereuses pour la biodiversité comme la production massive d'électricité utilisant de la biomasse dédiée.

Ainsi, en dépit des appels au réalisme lancés par les rapports successifs du Giec depuis les années 90, on se dirige vers un réchauffement de +3° à +5° en 2100, une situation d'une extrême gravité. Un tel changement peut être décrit en termes physiques. En revanche, s'il se produit en quelques décennies, son impact sur la biosphère est nettement plus difficile à cerner : hors norme, il devient effrayant. On évoque parfois un effondrement de la démographie humaine.

### **Développement des troubles pour l'accès à la nourriture**

Rappelons qu'un réchauffement de +3° nous projette dans un climat chaud qui n'a pas existé

depuis près de trois millions d'années. Qu'est-ce que cela signifie ? Depuis un peu plus de 2,6 millions d'années, nous avons quitté un climat chaud établi depuis fort longtemps : se sont alors succédé sans relâche, au cours de dizaines de cycles, des climats tempérés (semblables au nôtre, où la température globale moyenne est d'environ 15°) et des glaciations (baisse de cette température d'environ 5°) bousculant sans cesse flore et faune dans leurs allers-retours. Nous «héritons» actuellement d'écosystèmes dont les espèces se sont adaptées à de telles variations. Un réchauffement de +3° nous fait sortir de ce «méta-équilibre», car au cours des cycles climatiques précédents, en période tempérée, nous avons affronté des baisses (et uniquement des baisses) de la température moyenne globale d'environ 5°, mais jamais des hausses atteignant 3 à 5°C.

Ce réchauffement ne peut être envisagé sans une profonde transformation de notre environnement local ; se déroulant sur une période aussi courte qu'un siècle, il s'assortit inexorablement d'un bouleversement de notre système de production agricole au niveau mondial. Il devient par exemple hasardeux d'envisager, en dépit de la grande compétence de nos agronomes, que nous puissions produire la nourriture requise pour 8 à 10 milliards d'êtres humains, compte tenu de l'incroyable adaptation nécessitée dans un laps de temps aussi court pour les différents écosystèmes. Quelle céréale ferions-nous croître dans l'est de la France avec des canicules pouvant atteindre, si l'on en croit des chercheurs de Météo France, les 50 à 55 degrés ? Il est inévitable que des troubles pour l'accès à la nourriture se développent en Europe comme à l'échelle mondiale et, il est très probable que seule une fraction des populations tire leur épingle du jeu.

### **Changements gigantesques**

Pour lutter avec force, il faut être conscient de l'enjeu réel et non se rassurer en tablant sur des objectifs inatteignables. Il n'est malheureusement plus question que le réchauffement reste inférieur à +1,5°, ni même +2°C. Evitons cependant, quoi qu'il en coûte, qu'il ne s'éloigne trop des 2°C. Il faut aussi comprendre que la dégradation de la biosphère est inévitable, et qu'elle sera encore plus catastrophique si on atteint ou dépasse les 3°, voire les 4°. Donc, tout ce qui sera gagné pour réduire le réchauffement, même si le but espéré n'est pas atteint, représentera un gain inestimable pour l'avenir. Il ne faut pas céder au désespoir, et tout ce que nous gagnons sur les émissions de GES sera une victoire, diminuant les crises à venir. Enfin, rester en de ça de +3° implique, disons-le clairement, des changements systémiques gigantesques : c'est ce à quoi nous devons nous atteler maintenant en priorité.

Pour cela nous appelons à la constitution d'une nouvelle alliance, une «union sacrée» entre gouvernements, société civile, scientifiques, entreprises et citoyens. La gravité et l'urgence de la situation appellent, au-delà des clivages traditionnels, à réunir par-delà tous les clivages celles et ceux qui souhaitent s'engager dans la guerre climatique.

## **Gilets jaunes, vecteurs d'un totalitarisme en marche**

**Michel Sourrouille , Biosphere, 07 décembre 2018**

« On n'est pas dans une période révolutionnaire. On est dans une période de tentation autoritaire », prévient Cohn-Bendit. A l'origine de ses inquiétudes, les menaces exercées par des gilets jaunes sur d'autres manifestants qui souhaitaient entamer des discussions avec le gouvernement : « Jamais en 68, quelqu'un aurait menacé de mort quelqu'un qui voulait

*discuter ...S'il y a des gilets jaunes qui veulent négocier et qu'ils n'y vont pas parce qu'ils ont peur pour leur vie, le type de société qui peut émerger de ces tendances, moi, ça me fait peur ».\**

Nous sommes déjà entrés dans une dynamique d'effondrement de la civilisation thermo-industrielle dont les actions des casseurs au milieu des gilets jaunes sont les prémices. La fête industrielle sera bientôt terminée. Nombre d'enjeux vitaux occuperont désormais le devant de la scène, prix de l'essence, coût du chauffage, difficultés de trouver un emploi, etc. Dans ce contexte qui a mené autrefois Hitler au pouvoir, l'extrême droite et la recherche d'un leader progressent aujourd'hui dans tous les pays : la dictature est en marche. Le bon peuple mettra sa confiance dans un personnage qui parlera plus fort que les autres et qui promettra qu'avec lui ce sera le paradis. Mais ce ne sera pas un totalitarisme bienveillant, œuvrant pour le bien-être des générations futures et l'épanouissement de la biodiversité. Ce sera un régime qui favorisera l'instant présent, la guerre pour les matières premières, le rejet des autres. La dernière goutte de pétrole servira à l'armée, et ce ne sera pas pour empêcher le tronçonnage des dernières forêts. Pourquoi ce schéma de l'autoritarisme au pouvoir a-t-il une très forte probabilité d'advenir ? Parce qu'il y a une forte propension du peuple à préférer le présent et à sauver ce qui restera du « pouvoir d'achat ». Analysons par exemple les reniements du mouvement Podemos.

En juillet 2014, plusieurs fondateurs de Podemos, tels Pablo Iglesias, avaient signé un manifeste baptisé « Ultima llamada » (dernier appel) inspiré du mouvement pour la décroissance : *« Nous sommes attrapés dans la dynamique perverse d'une civilisation qui, si elle ne croît pas, ne fonctionne pas, et, si elle se développe, détruit les sources naturelles qui la rendent possible. Il faut donc un débat ample et transversal sur les limites de la croissance. »* Ce fut un feu de paille. Pragmatique, Pablo Iglesias estimait en décembre 2016, que *« les compagnons qui parlent décroissance ont raison, mais les difficultés objectives de créer des mouvements politiques de champs post-nationaux, bien que ce soit indispensable, font que ce sont les questions locales qui déterminent le débat et l'agenda »*. Or depuis la crise de 2008, le principal sujet en Espagne a été le chômage, qui a frappé jusqu'à 27 % des actifs au plus fort de la crise. Dans l'ouvrage collectif *Hasta luego Pablo*, l'activiste Alex Corrons résume les critiques sur le manque de courage de Podemos : *« Le parti semble conscient de la finitude des ressources naturelles et du fait que la décroissance n'est pas une position idéologique mais de bon sens, mais il a choisi d'embrasser un modèle qui prône une redistribution du capitalisme et de la croissance, sans les questionner. Podemos aurait pu jouer une fonction pédagogique vers un changement radical des consciences, mais il a privilégié ses intérêts à court terme. »\*\**

En Espagne ou ailleurs, avec des millions de personnes qui se retrouvent au chômage, avec des migrants qui se multiplient un peu partout, avec des gens, qui estiment qu'ils ont droit à la voiture et à l'écran plat pour l'éternité, parler des excès de consommation n'a pas de sens.

\* [https://www.huffingtonpost.fr/2018/12/04/gilets-jaunes-cohn-bendit-redoute-la-tentation-totalitaire\\_a\\_23607865/](https://www.huffingtonpost.fr/2018/12/04/gilets-jaunes-cohn-bendit-redoute-la-tentation-totalitaire_a_23607865/)

\*\* LE MONDE économie du 1<sup>er</sup> décembre 2018, *En Espagne, Podemos a fait volte-face sur la décroissance*

## **SECTION ÉCONOMIE**



## Sur LCI. La fin d'un monde. Nos sociétés sont-elles au bord de l'effondrement ?

Publié le 6 décembre 2018 à 13:00:09 / 2 commentaires / 1 742 vues

C'est une série d'articles très longs et passionnants à lire sur le site de la chaîne LCI dans le cadre d'un entretien croisé entre Jean-Marc Jancovici et Yves... Lire la suite



## Nicolas Chéron: "La probabilité de marché baissier selon l'indicateur de Goldman Sachs a atteint 73% en Octobre soit plus qu'en 2000 et 2008"

Publié le 6 décembre 2018 à 14:00:56 / 2 commentaires / 701 vues

Nicolas Chéron: "La probabilité de marché baissier selon l'indicateur de Goldman Sachs a atteint 73% en Octobre soit plus qu'en 2000 et 2008"... Lire la



## Ce scénario catastrophe qui envoie le CAC40 à 4500 points !

Publié le 7 décembre 2018 à 09:00:01 / 5 commentaires / 786 vues

Selon les experts de la Société Générale, un CAC à 4500 points n'est pas improbable. En 2019, un retournement sur les marchés pourrait intervenir dès le second... Lire la suite



## Risque de contagion de l'Italie pour la BCE qui alerte

Publié le 7 décembre 2018 à 13:00:31 / 0 commentaire / 423 vues

Dans son rapport sur la stabilité financière, la BCE, la Banque centrale européenne, vient d'indiquer que « les tensions croissantes sur le marché obligataire italien... Lire la suite



## Ouch! L'action de la Deutsche Bank chute de -4,43% et tutoie à nouveau ses plus bas historiques

Publié le 6 décembre 2018 à 22:02:15 / 6 commentaires / 933 vues

L'action de la Deutsche Bank chute de -4,43% et tutoie à nouveau ses plus bas historiques d'il y a 2 ans. La probabilité de voir la Deutsche Bank faire faillite... Lire la suite



## Charles Sannat: "Les États peuvent faire faillite. France et Italie citées dans la dernière analyse de Natixis !!!"

Publié le 6 décembre 2018 à 17:00:16 / 6 commentaires / 1 201 vues

Alors que les tensions montent terriblement dans le pays, il faut prendre le temps d'expliquer les complexités. Il ne faut pas uniquement informer, il faut aussi former. Je... Lire la suite

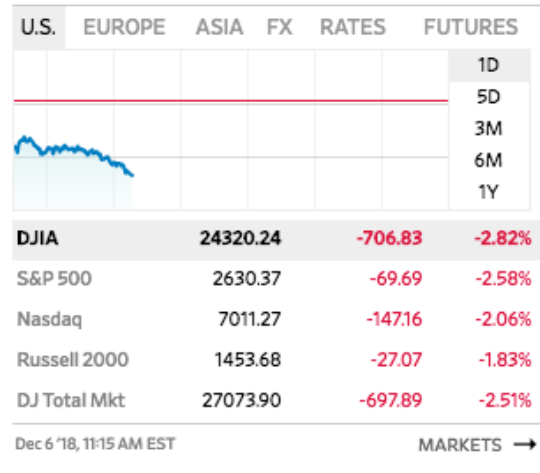
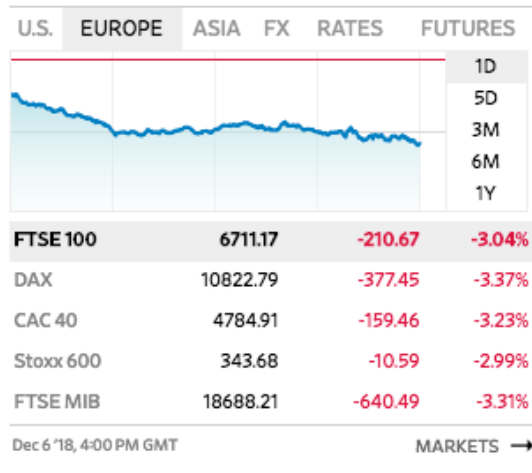
# La chute des Bourses se poursuit...

par [Charles Sannat](#) | 7 Déc 2018

BOURSE

## AÏE ! AÏE ! AÏE ! OUILLE !

6 DÉCEMBRE 2018 PAUL JORION



Les Bourses poursuivent leur baisse :

- CAC 40 (France) - 2.44 % ;
- DAX (Allemagne) - 3.48 % ;
- Dow Jones (USA) 1.50% ;
- Nikkei (Japon) -1.91 %.

Et cela continue encore et encore... Ce n'est que le début !

N'achetez pas encore d'action. Il faut une bonne correction, et surveillez les titres qui vous semblent de bien belles valeurs pour les acheter en bas de cycle comme je peux le montrer dans la [lettre STRATÉGIES « Comment transformer un krach boursier en opportunité »](#) ou tous les mois dans la [lettre confidentielle de La Robolution](#).

## Powell ira-t-il jusqu'à la casse ?

Rédigé le 7 décembre 2018 par [Simone Wapler](#)

*Hier la Fed a réussi à calmer les marchés en indiquant que les taux pourraient rester inchangés. Cela sera-t-il suffisant ?*

L'Europe a terminé sa journée en lourde baisse avec -3,3% pour le CAC 40. Les dégâts sont plus limités sur les marchés américains.

Après une ouverture à -3% des grands indices de Wall Street, la Fed a laissé entendre que les hausses de taux directeurs pourraient ne pas avoir lieu aussi vite que prévu. Le robinet de

l'argent factice pourrait donc continuer à rester un peu ouvert. Sur ces paroles, le carnage a finalement été évité sur les marchés actions.

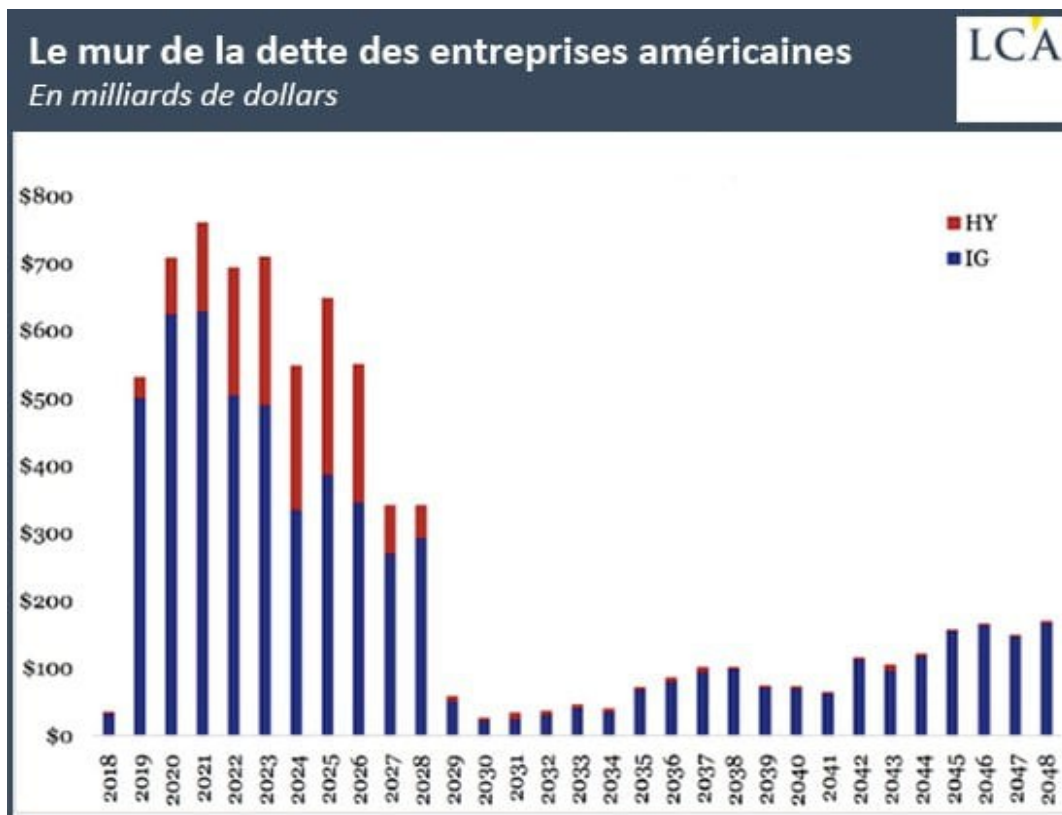
Mais intéressons-nous au marché obligataire. Comme vous le savez, dans cette bulle universelle, les trois plus grosses sont :

- La dette souveraine des pays faibles de l'Eurozone (France, Italie, Espagne), soit plus de 3 000 Mds€. C'est un problème politique plus que financier et les prochaines élections sont en mai 2019.
- La dette chinoise dont on sait peu de chose. Le bilan du système financier chinois est de 21 000 Mds\$ alors que le PIB de la Chine est de 9 000 Mds\$. Selon le Conseil de stabilité financière (ou Financial Stability Board), 15% des emprunts les plus risqués au monde, soit 7 000 Mds\$, sont en Chine. Les réserves de change de la Chine se montent à 3 000 Mds\$ et représentent son seul actif de garantie (avec de l'or).
- La dette d'entreprises aux Etats-Unis, soit 6 000 Mds\$

La bulle de la dette d'entreprise aux Etats-Unis commence à donner des signes visibles de faiblesse.

Nous parlons d'un marché qui a mis 50 ans à atteindre 3 000 Mds\$. Il a doublé entre 2008 et 2018 pour peser désormais 6 000 Mds\$.

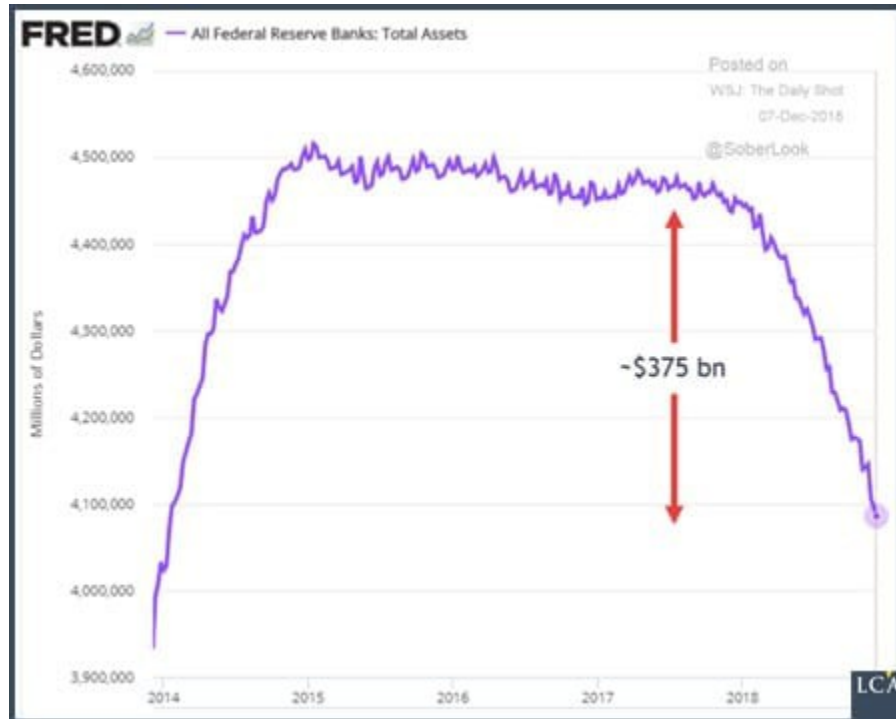
Arrivent à maturité 700 Mds\$ en 2019 et 750 Mds\$ en 2020 alors que la croissance ralentit. Avec quoi vont rembourser les entreprises, sachant que beaucoup d'entre elles se débattent déjà pour rembourser les seuls intérêts ?



Nous nous dirigeons vers la déflation. Non pas une baisse généralisée des prix à la consommation, mais le moment où des dettes devront être détruites car les emprunteurs s'avèrent insolubles.

EdmenJUB [NDLR : La destruction des dettes aura des conséquences très importantes. Tout ceux qui sont créateur risquent d'y perdre leur épargne et leur indépendance financière : pour prendre les mesures de protection qui s'imposent, [cliquez ici.](#)]

Pour le moment, même si Powell renonce à toute hausse des taux, les liquidités baissent sur les marchés financiers puisque la Fed diminue son bilan. Elle revend sur les marchés les bons du Trésor qu'elle avait achetées.



Moins d'argent factice disponible, donc — 375 Mds\$ précisément...

Or ce qui avait provoqué le gonflement de la bulle universelle, c'était l'argent factice.

Un peu d'argent vous manque et les bulles se dégonflent, les zombies finissent par faire faillite, les gens sortent dans la rue. Nous vivons dans un monde cruel.

## Comment l'Etat fédéral a gaspillé 5 000 milliards de dollars

*Rédigé le 7 décembre 2018 par [Bill Bonner](#)*

*En France, on taxe pour lutter contre le changement climatique. Aux Etats-Unis on taxe pour « protéger l'armée ». Ces prétextes renforcent la Parasitocratie et le Deep State.*

Le Vieux Continent est convaincu que [le changement climatique présente un danger clair et présent](#)... pouvant causer des dommages irréparables. C'est une menace, disent les élites européennes, qui doit être arrêtée avant qu'elle ne provoque encore plus de dégâts.

M. et Mme Tout-le-Monde ont moins de certitudes sur le sujet. Ces derniers temps, ils descendent dans la rue et brûlent des voitures pour protester contre la hausse des prix du carburant, faisant reculer les autorités françaises — pour le moment.

Tout de même, en Europe, si l'on affirme plumer une oie pour le bien de l'environnement plutôt que pour le dîner de Noël, on entendra nettement moins de cris.



### « Protéger l'armée » ?

Aux Etats-Unis, les cacardements s'arrêtent lorsqu'on affirme qu'il s'agit de « protéger l'armée. » De quoi l'armée a-t-elle besoin d'être protégée ? Voilà qui n'a jamais reçu d'explication adéquate.

Où est le danger clair et présent ? Nous n'en savons rien. Aucun pays n'a la capacité plausible d'envahir les Etats-Unis. Un envahisseur, s'il existait, serait réduit en miettes avant même de s'approcher.

Pourtant, le secteur de la défense se comporte comme si une attaque était imminente, maintenant ainsi les citoyens dans un état d'alerte constante, nécessitant une protection.

Lorsque les gens affirment qu'ils veulent vous protéger, généralement, ils veulent surtout prendre votre argent et vous dicter votre conduite. Mais nous allons rester ouvert d'esprit.

Si l'on écarte la possibilité d'une invasion, il n'y a que deux menaces réelles : les actes de terrorisme et les missiles intercontinentaux. Concernant les premiers, nous verrons plus bas ce qu'ont entraîné des milliers de milliards de dollars dépensés dans la lutte contre le terrorisme.

De toute façon, le remède est simple et bon marché : ramener les troupes aux Etats-Unis, pour que les étrangers n'aient pas de raison de nous nuire (à quand remonte le dernier attentat terroriste en Suisse ?).

Quant à la deuxième menace, les Etats-Unis ont déjà le meilleur système de défense anti-missiles/bombardements.

Une estimation raisonnable de ce que le Pentagone dépense actuellement pour la « vraie » défense : environ un tiers de son budget.

Le reste — environ 500 milliards de dollars par an — est gaspillé en projets de copinage ou en faisant la sorte de choses qui pousse les étrangers à vouloir faire sauter la Maison Blanche.

L'addition de la guerre contre la terreur à elle seule — un fourre-tout rassemblant diverses aventures en divers endroits, dont un gigantesque programme de surveillance — se monte probablement désormais à 5 000 milliards de dollars environ. Cela comprend les futurs achats d'armes ainsi que des programmes de santé et autres avantages pour les vétérans.

Et qu'avons-nous obtenu en échange de cet argent ? Le *New York Times* nous renseigne sur le sujet :

*« Près de quatre fois plus de militants islamistes sunnites opèrent actuellement dans le monde parrapport au 11 septembre 2001, en dépit de près de deux décennies de campagnes menées par les Américains pour combattre Al-Qaïda et l'Etat islamique, selon une nouvelle étude indépendante. »*

*Cela représente jusqu'à 230 000 combattants jihadi salafistes dans près de 70 pays, se trouvant en majorité en Syrie, Afghanistan et Pakistan, selon cette étude du Center for Strategic and International Studies, un think tank de Washington.*

*Les conclusions du rapport, basées sur de multiples bases de données remontant à 1980 et compilant l'une des études les plus vastes de ce genre, soulignent la résilience de ces groupes terroristes ainsi que les échecs politiques des Etats-Unis et de leurs alliés pour y répondre. Les conclusions soulignent aussi la puissance continue de l'idéologie et du branding de ces groupes sur les réseaux sociaux, permettant de lever des fonds et attirer de nouvelles recrues tandis qu'ils passent de défaites sur le champ de bataille dans des bastions comme l'Irak et la Syrie à des attaques directes de style guérilla là-bas et en d'autres endroits stratégiques ».*

Rien que des problèmes, en d'autres termes. Plus on se bat contre les terroristes, plus on en a.

Nous posons donc la question : quelle sorte d'escroquerie est-ce là ?

Nous nous tournons vers le président T., dont les tripes se sont révélées fiables, à l'occasion, en matière de détection des fraudes. Que disent-elles dans le cas présent ?

Hélas, elles semblent mal renseignées. Déjà, l'équipe Trump a augmenté le budget de la défense de 10% environ et a signé la plus grande augmentation de salaire militaire en neuf ans. Cela a contribué à rendre les soldats gras et insolents. Brookings :

*« Ces 18 dernières années, les augmentations de salaires pour les militaires en service actif ont notablement dépassé celles de leurs homologues civils. Une combinaison de forces économiques et d'obligations politiques a inversé le potentiel de revenus pour le personnel en uniforme. Sans tambour ni trompettes, le service militaire est devenu l'un des derniers bastions de mobilité sociale pour la classe moyenne. »*

*Des sondages montrent également que les Américains tiennent l'armée en plus grande estime que toutes leurs grandes institutions ou industries ».*

Malgré tout cet argent et tout ce statut, les Américains sont-ils plus en sécurité ? Et contre quel ennemi ?

## Course à l'armement et à la ruine

En attendant, les Etats-Unis se ruinent. Les déficits ont doublé sur les deux dernières années. Entre l'enclume de la hausse des allocations et le marteau de l'augmentation des dépenses du Pentagone, les finances américaines sont mises à mal.

Pourquoi ne pas réduire les dépenses et sauver le pays de la banqueroute ?

Dans un récent tweet, Le Donald semblait être sur le coup :

*« Je suis sûr qu'à un moment dans le futur, le président Xi et moi-même, ainsi que le président Poutine en Russie, commencerons à parler d'un coup d'arrêt significatif à ce qui est devenu une Course à l'Armement majeure et incontrôlable. Les Etats-Unis ont dépensé 716 milliards de dollars cette année. C'est fou ! »*

Oui, il a raison. C'est fou de dépenser autant d'argent pour aussi peu de résultats. Mais là, nous nous permettons une prédiction en toute confiance :

Il n'y aura pas de changement dans le budget militaire... ou dans l'implication du Pentagone dans les affaires mondiales.

Parce que si l'armée américaine n'a pas gagné de vraie guerre depuis 1945, elle a remporté quelque chose de plus important. Comme les environnementalistes en Europe, elle a gagné la bataille pour le contrôle du *Deep State*, qui domine le gouvernement... et la presse.

Et depuis Dwight D. Eisenhower, aucun président n'a osé défier le *Deep State* et ses agents au Pentagone.

## C'est une révolution ? Non Sire, c'est une restauration

par [Charles Sannat](#) | 7 Déc 2018



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

*Avant toute chose, la tension est énorme. Énorme. Le pouvoir joue sa survie et les enjeux sont considérables. Sachez que notre pays et ses dirigeants sont aussi au cœur de pressions internationales tout aussi fortes.*

*Dans ces moments de tension, la situation peut dégénérer à tout instant. Il faut également compter sur les agitateurs, les provocateurs de tout poil. Un fusil mitrailleur a été volé. Imaginez qu'il soit utilisé dans la foule... Bien malin celui qui pourra dire qui a fait le sale coup. La foule voudra la peau des dirigeants. C'est ainsi que les situations peuvent devenir hors de contrôle. Instrumentalisation, manipulations, ou encore coup fourrés et foireux, la période que nous vivons est porteuse de grandes menaces. Soyez prudents, vigilants. Chaque vie compte. Chaque vie est précieuse. Rester en retrait est objectivement sage.*

Mon analyse de la situation est que nous ne sommes pas uniquement face à une jacquerie fiscale, qui fut certes le point de départ de cette révolte, mais dont les causes sont bien plus profondes.

La cause réelle n'est pas fiscale. Le fond du problème est celui des institutions, et les institutions de la Ve République sont d'une part d'un autre temps et d'autre part... elles ont été totalement dévoyées par une classe politique qui a finalement confisqué le pouvoir du peuple miette à miette, pour décider tout, pour tout régenter à la place du peuple.

J'ai tenté de l'expliquer avec cette histoire d'infrastructure (la vraie vie des vrais gens) et de superstructure (l'État, les institutions et les mamamouchis).

### **Sire, c'est une révolution ? Non, c'est une restauration !**

Quand vous roulez à 82 km/heure, la loi est dure.

Quand vous ne payez pas le parcmètre, la loi est dure.

Quand vous ne respectez pas des lois que vous ne connaissez même pas, la loi est dure.

Quand vous ne vous exprimez pas comme il se doit, la loi est dure.

Quand vous pensez comme il ne faut pas, la loi est dure.

La loi est devenue tellement dure, la loi a fabriqué tellement de coupables, la classe dirigeante s'est tellement transformée en caste qu'ils se sont permis de régenter nos vies dans les moindres détails.

Nous sommes des gueux, des crétins et il faut nous interdire de mettre une fessée à nos gosses tout en autorisant dans le même temps nos forces de l'ordre à tirer au flashball sur des gamins de 15 ans.

Faisant cette remarque à l'un de mes amis, ce dernier eut cette sublime remarque : « Charles, quand tes gosses font le bazar, tu n'as qu'à balancer une grenade assourdissante et une lacrymo dans leur chambre, mais évite les fessées, c'est vraiment pas bien. »

Nous avons bien rigolé.

### **Messieurs les mamamouchis, le peuple veut restaurer sa liberté.**

Messieurs les mamamouchis, le peuple veut restaurer sa souveraineté confisquée par une caste politico-médiatique au service d'une oligarchie économique ultra-minoritaire.

Dit autrement, et vu les insultes que le « peuple » envoie à son président quand il le croise, disons-le sans ambiguïté :

« Les gens en ont assez de toutes vos lois, règles et règlements qui nous emmerdent, nous

ruinent et pourrissent la vie uniquement des honnêtes et des braves gens pour qui la loi est dure et trop chère... »

Entre gens bien éduqués nous devons pouvoir le dire de cette façon-là sans en arriver à brûler des Préfectures. Entre gens bien éduqués il faut aussi accepter les désaccords avec les autres.

### **Macron n'est pas responsable de tout.**

Par certains côtés d'ailleurs, on peut dire qu'il a réellement tenté notamment de simplifier les règles, lois et règlements. Il a même été critiqué pour avoir supprimé l'obligation que tous les logements d'un immeuble neuf soient aux normes handicapés.

Il est même vrai que l'inflation législative est en train de ralentir.

Il se retrouve à payer une très lourde addition, conséquence d'une accumulation de 40 années d'erreurs collectives. Ce n'est pas forcément totalement juste.

D'un autre côté, il a tellement « crispé » par sa condescendance et sa suffisance qu'il s'est globalement aliénées toutes les provinces de France et de Navarre. Ce que ne peuvent pas comprendre les bobos parisiens, c'est qu'ils sont des bobos parisiens et que rien d'autre dans le pays ne ressemble à des bobos parisiens, mais qu'ils voient et pensent le monde en étant sincèrement convaincus que leur vision est juste, bonne... et doit être imposée.

Jamais le fossé n'a donc été aussi grand sur tout ou presque.

Voilà le sens profond de cette « restauration ».

### **Article 2 de la Constitution... toutes les institutions ne sont pas remises en cause !**

Messieurs les mamamouchis, le peuple, pour résumer la situation, demande l'application de l'article 2 de la Constitution. Je le reproduis ici histoire d'être clair.

« La langue de la République est le français.

L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

L'hymne national est la « Marseillaise ».

La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. »

Inutile de dire que, dans sa grande majorité, le peuple... n'est pas bobo parisien...

Logiquement, cela couine et couinera encore chez les bobos. Allo, maman, bobo ?

### **Les institutions doivent pouvoir se discuter**

J'entendais hier, effaré, les mamamouchis et autres mamamouchettes expliquer doctement à la populace à qui ils ont confisqué le pouvoir depuis trop longtemps qu'il fallait respecter les institutions.

Respecter ne veut pas dire ne pas les discuter. Et les discuter ne veut pas dire non plus de les brûler... Nuance de bon sens.

Tout doit pouvoir se discuter y compris les institutions. Et que veulent faire les gilets jaunes ? Ils veulent critiquer les institutions. Il est indispensable de laisser faire parce que justement dire des mots évite la violence.

Nous devons avoir le droit de critiquer et de demander une évolution de ces institutions pour les adapter aux besoins de notre époque.

Les institutions doivent pouvoir se discuter, notre organisation collective doit pouvoir se discuter, notre superstructure doit pouvoir être changée comme les mamamouchis et autres mamamouchettes le font entre eux pour réformer la Constitution sans surtout demander au peuple son avis.

Le problème de cette « restauration » c'est que nul ne sait jusqu'où elle mènera le pays ni les dangers qu'elle entraîne dans son sillage. Ils sont réels.

### **C'est parce que l'on pourra discuter des institutions que l'on sauvera la république et ces mêmes institutions.**

Le président doit dire qu'il a entendu le besoin de reprendre le pouvoir, de restaurer le rôle de citoyen. Il doit dire qu'à compter de maintenant la population sera consultée.

Ce que demandent les citoyens c'est que « là-haut », « ils » cessent de faire de la politique pour « eux » et qu'ils prennent à nouveau les décisions par le peuple et pour le peuple.

C'est cela que doit dire Macron. C'est cela qui fera rentrer les gens dans leurs foyers. Sinon, tout ceci va durer terriblement longtemps et nous n'échapperons pas à une confrontation très lourde de conséquences et porteuse bien entendu de risques de grande violence. Si d'aventure les gens rentrent dans leurs logis ce sera pour mieux en ressortir plus tard.

### **Cette révolution est une demande de restauration.**

Il est indispensable de pouvoir discuter de tout.

Le peuple étouffe.

L'économie étouffe.

Tout le monde étouffe.

En fait, c'est un immense vent de liberté qui souffle sur la France, et cela s'accompagne forcément d'excès de cette liberté retrouvée. Il doit continuer de souffler... pour libérer les énergies, un concept cher à nos politiciens.

Le gouvernement doit et peut encore canaliser en partie les choses et devenir lui-même acteur de son propre changement (là c'est jubilatoire d'utiliser le vocabulaire qu'ils nous réservent d'habitude) ; il faut que le gouvernement ne soit pas réfractaire (je l'ai casé) aux changements à l'œuvre.

### **En fait, la solution, pour sortir de la crise, est d'une simplicité enfantine.**

Il faut rendre le pouvoir au peuple, et comme par miracle, les gens rentreront dans leurs foyers, et il est même probable que les institutions soient discutées uniquement à la marge avec l'introduction des votes révocatoires, d'une assemblée de citoyens tirée au sort pour contrôler

les mamamouchis et autres mamamouchettes, ou encore les référendums d'initiative populaire. Dans cette restauration, nous avons la chance d'avoir des institutions solides et résilientes qu'à mon sens il faut préserver, modifier, moderniser. Elles sont solides par petit temps, très fragiles par gros temps, et mieux vaudrait ne pas avoir à tester la résistance par grands vents de l'histoire avant d'avoir consolidé tout cela.

Ouvrir le débat est la clef. Dire aux gens que plus rien ne se fera sans eux ou contre eux est l'attente profonde de ce pays.

Cela implique que tous nos mamamouchis et mamamouchettes abandonnent en partie leur pouvoir... Et cela ne semble pas dans leurs intentions. C'est pour cette raison que je vous avais longuement parlé du principe de subsidiarité.

### **C'est ce refus qui alimente la spirale terrible de violence dans laquelle nous sommes.**

La seule manière d'éteindre vraiment la violence, et pas artificiellement par de la communication, c'est de rendre le pouvoir qui a été confisqué, car cela est vécu ainsi par les gens.

Une fois le pouvoir rendu, ce n'est plus la politique de l'oligarchie qui sera menée, mais celle du peuple.

Macron et les autres ne pourront sans doute jamais se résoudre, eux qui voulaient appliquer la politique de Bruxelles, du FMI et des marchés financiers, à rendre le pouvoir au peuple pour qu'il fasse en gros complètement l'inverse.

Pourtant, c'est là que réside la seule solution crédible et surtout durable de sortie de crise.

Posé comme cela, je crains fort qu'il n'y ait aucune négociation réelle possible entre le peuple « factieux » et son président qui concentre toutes les haines. Terrible situation de blocage. Mais dans tous les cas...

Comment pense-t-il pouvoir gouverner désormais ?

Comment pense-t-il pouvoir gouverner demain si samedi le sang coule dans les rues de Paris ?

Dans tous les cas, la non-violence à la Gandhi ou l'exemple des marches de Leipzig qui eurent raison pacifiquement du mur de Berlin et de la Stasi doivent rester la stratégie citoyenne de ceux qui sont en lutte contre ce système. Préservez la vie en toutes circonstances. Une restauration c'est bien. C'est nettement mieux qu'une révolution sanguinaire. Une restauration c'est une réparation, c'est constructif. Une révolution, c'est vite destructeur. Ne nous trompons pas ni d'objectif ni de mot pour le désigner.

Allez, soyons optimistes pour une fois, et espérons uniquement que le gouvernement « surjoue » les risques de « guerre » pour tenter de limiter au maximum les manifestations et décourager les moins motivés. Croisons les doigts et espérons que tout se passe convenablement samedi. Que les blindés restent au garage ; les hôpitaux, vides.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

# Le Muppet Show au top de sa forme

Thomas Veillet Investir.ch 07.12.2018

Je crois que l'on vient de vivre l'une des journées les plus débiles de l'année.

Pourtant en 2018 on aura été servi. Mais là, on est passé carrément au-dessus dans le domaine de la bêtise humaine et dans notre capacité à voir 30 centimètres devant nous.

Il est temps d'arrêter pour cette année, parce que je crois que l'on est train de faire n'importe quoi. Avant on faisait n'importe quoi par moment, mais là j'ai le sentiment que l'on ouvre les marchés et on se dit : « Tiens, qu'est-ce qu'on pourrait faire comme connerie aujourd'hui ??? » et hop... On le fait.

Ensuite, 35 minutes plus tard on se dit : « Bon, c'est plus tellement drôle la connerie de ce matin. Qu'est-ce qu'on pourrait faire ou dire d'autre qui serait bien plus marrant ??? » et hop... On le fait.

## **Same player shoot again**

Et ça continue jusqu'à la clôture.

Alors je ne sais pas si c'est le fait que plus de 60% du volume des marchés américains soit généré par des ordres automatisés qui fout un bordel monstrueux et qui transforme les bourses mondiales en mongoliens bipolaires. Ou que notre mémoire est inférieure à celle d'une huître pas fraîche oubliée au fond du frigo depuis le Nouvel An de 2014. Mais franchement, il y a de quoi s'inquiéter.

Je vais essayer de la faire courte, mais ça ne va pas être facile tellement la journée d'hier me paraît débile avec à peine 12 heures de recul...

## **La genèse**

Au début il y a eu l'arrestation de la CFO d'Huawei

Hier matin quand nous sommes arrivés au bureau on a donc appris que LA numéro 2 de Huawei avait été arrêtée par les canadiens pour violation des sanctions iraniennes, espionnage et pour avoir collé un chewing-gum sous la table de la cafétéria.

Parce qu'évidemment, les USA n'espionnent pas, ne contournent pas, ne violent pas, ne détruisent pas, ne collent pas les chewing-gums sous les tables, mais là n'est pas la question.

## **Retour case départ**

Cette arrestation a donc remis en question LA TOTALITÉ des moindres accords commerciaux passé, présent et futur entre la Chine et les USA. En gros, le « moratoire » obtenu 4 jours avant, on peut se l'accrocher derrière les oreilles et les 90 jours sont déjà terminés la Guerre est de retour, quand à la paix, on ne sait même plus comment ça s'écrit.

Il faut tout de même dire que la CFO en question est la fille du patron de Huawei et que le Monsieur en question semble plutôt bien connecté en Chine. Le gouvernement chinois a donc

exigé la libération de la dame et tout est parti en vrille.

Les Européens sont partis en panique totale, la volatilité a explosé, les futures se sont pété la figure et l'ouverture de New York était promise au fond du trou après l'enterrement d'un des plus gros meurtrier de masse aux USA, qui a été célébré comme il se doit.

### **L'Europe toujours plus forte**

En 2018 l'Europe aura donc officiellement encaissé toutes les mauvaises nouvelles de la planète mais beaucoup plus fort que les autres. Actuellement, alors que les indices américains sont pratiquement inchangés depuis le premier janvier, l'Europe oscille entre -16% pour l'Allemagne et moins 15% pour l'Italie. Même la France paralysée, bloquée et dirigée par un abruti qui n'ose même plus parler à la télé, fait moins mal en ne perdant que 10%.

Durant toute l'année, l'Europe aura absorbé toutes les mauvaises nouvelles, mais plus que les autres. Même si ça ne les regardait pas.

Un avion s'écrase dans le monde, il s'écrase systématiquement à Bruxelles, sur le parlement. Il y a un tsunami, c'est sur les côtes européennes qu'il se fracasse, une épidémie de grippe aviaire et de fièvre bovine en Asie, c'est les Européens qui tombent malade. Une vague d'immigration, c'est encore en Europe.

Bon.. ça c'est c'est le cas.

Mais bref, l'Europe s'en sera pris plein la gueule toute et l'année et bien plus que les autres.

### **Bilan du jour**

Hier encore, les marchés européens se sont effondrés : le DAX -3.5%, le CAC -3.3%, l'Italie -3.5% et l'Angleterre -3.15% (même s'ils ne sont plus vraiment en Europe)... Le plus bas de l'année. La fin du monde, le bain de sang.

Et tout ça parce que l'on arrêté la CFO d'une boîte chinoise que personne ne connaissait avant (pas la boîte chinoise, la CFO)...

Dans la foulée les ricains ont fait pareil. Même réaction, même panique, les indices US étaient en baisse de 2.5% au paroxysme de la baisse. Toujours moins que les Européens qui avaient à cœur de faire beaucoup mieux, comme d'habitude.

### **Pan dans le pétrole, merci l'OPEP**

Le pétrole se faisait défoncer aussi et revenait à 51\$ parce que, je cite « on n'était pas vraiment sûr que l'OPEP coupe la production ». Comme depuis trois semaines, mais là hier on était « plus pas sûr par opposition à la semaine dernière où on était moins pas sûr »...

Quand je lis des trucs pareils, je serais client et investisseur, je serais terrorisé du niveau de connerie que l'on peut trouver dans les médias financiers, parce que je vous jure que je n'invente pas ce que j'écris, c'est le bilan de la baisse du baril d'hier. C'est comme ça qu'on peut analyser l'information.

Au secours !!!

Mais ce n'est pas fini.

### **Et tu creuses et tu creuses**

Les marchés européens ont fermé au fond du trou du fond trou. Puis comme ils ont trouvé qu'ils n'étaient pas assez bas, ils ont même creusé un peu plus bas.

Les marchés US étaient en baisse de 2.5%. L'Apocalypse était à nos portes et les rats avaient déjà commencé à envahir les rues. Le ciel se couvrait, les nuages s'amoncelaient et il y avait un mec avec une robe noire et une faux qui se baladait devant les marches du bâtiment de Wall Street.

Sauf que là...

Sauf que là, le Wall Street Journal a publié un rapport comme quoi « on s'autorisait à penser, dans les milieux autorisés, que la FED était un peu moins encline à monter les taux par opposition à AVANT ou elle était un peu plus encline à monter les taux »...

Et le marché est remonté.

### **Apollo, le retour**

Le marché a laissé les Européens qui étaient fermés, au fond du trou et les indices américains ont terminé presque inchangés. L'Europe se prenait sa plus grosse taule depuis 2 ans et demi et les USA s'offraient leur plus gros « reversal » depuis la même époque à peu près.

Et à ce moment vous regardez les indices et vous vous dites : « ça c'est le monde des « professionnels » de la finance ????? Mais est-ce que par le plus grand des hasards on ne nous prendrait pas pour des cons »...

Et ça serait légitime.

En résumé à 17h30, à la clôture européenne on avait une grosse envie de s'ouvrir les veines avec la tête dans le four à gaz et à 22h00, on se disait que finalement c'était « pas si mal ce qui se passait »...

### **Débile, débile, débile**

Bref.. Le marché est débile, les algos sont débiles et il y a une absence totale de bon sens dans ce qui se passe. Sans compter que pendant que les marchés se la jouent « danse de Saint Guy », les monnaies ne bougent pas et l'or bouge à peine. Ce qui ne correspond pas au krach que l'on veut bien nous vendre.

Alors voilà. Ce matin la CFO de Huawei est toujours en taule, mais au moins on sait maintenant que c'est une femme et que c'est la fille du patron et que ça serait quand même plus simple si on la remettait en liberté en lui offrant un sac Hermès au passage.

Les marchés asiatiques repartent à la hausse, timidement. Les futures US sont légèrement en baisse, mais l'Europe a 3% de retard à rattraper. L'or est à 1244\$ et le pétrole... franchement, le pétrole vais même plus en parler tant que l'OPEP ne sera pas au clair.

Mais une chose est sûre, je serais l'autorité mondiale des marchés financiers (qui n'existe pas),

je recommanderais la clôture des marchés jusqu'en 2019. Parce que jusque-là, l'année aura été débile, stupide, des fois incohérente et souvent irrationnelle, mais là on frise l'internement psychiatrique.

## Nouvelles neuves

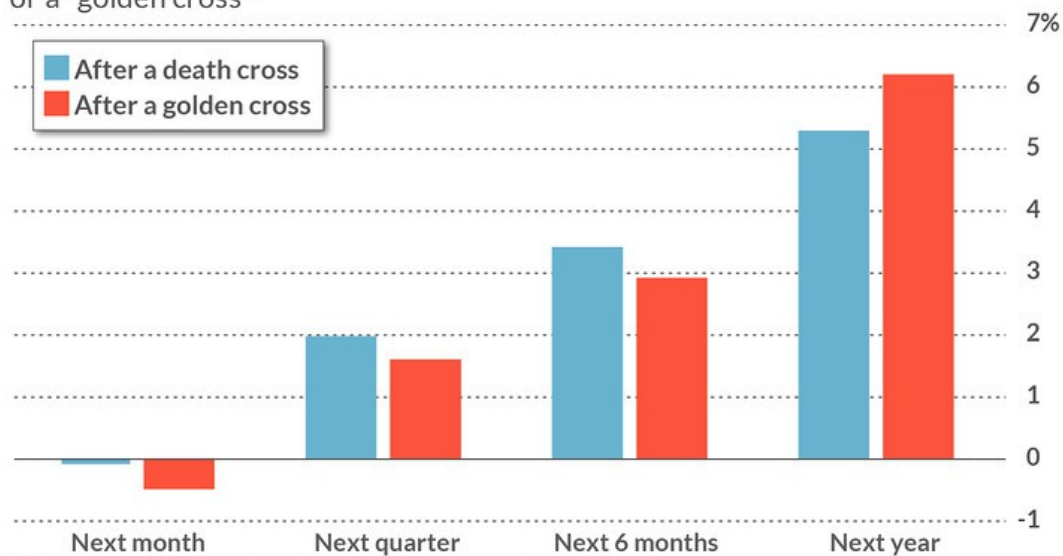
Dans les nouvelles du jour, on parle évidemment de Huawei, de sa CFO, des investisseurs qui retirent de l'argent des fonds, du BREXIT que May ne contrôle plus, de la courbe des rendement qui s'inverse (et qui pourrait faire baisser les indices de 15% si elle s'inverse vraiment) et surtout du fait que le S&P et le Dow Jones s'approchent dangereusement d'une zone de « death cross ».

Alors j'en ai déjà régulièrement parlé ici. Lorsque la moyenne mobile des 50 jours coupe la moyenne mobile des 200 jours en passant par en-dessus, c'est un signe de changement de tendance et ça fait toujours peur parce que ça veut dire que l'on pourrait éventuellement entrer en Bear Market pendant des mois et des mois et qu'à la fin on ira dans la rue faire la manche en disant : siouuuuplaît...

Sauf que quand on regarde les statistiques sur les 50 dernières années, il arrive que la Death Cross entraîne le marché plus bas sur le mois suivant, mais sur le trimestre suivant c'est récupéré et même bien plus haut et dans l'année qui suit, on ne sait plus comment on écrit Death Cross.

## Kiss of death?

Difference in DJIA average returns since 1970 following a "death cross\*" or a "golden cross\*\*"



\*A "death cross" is when the 50-day moving average drops below the 200-day. A "golden cross" is when the 50 day rises above the 200 day.

Source: [www.HulbertRatings.com](http://www.HulbertRatings.com)

Alors si l'on regarde ces statistiques, il y a de quoi se calmer un peu l'esprit et voir un peu plus loin. Sauf que « voir plus loin » est une faculté que le monde merveilleux de l'investissement ne possède plus du tout, trop occupé à identifier le prochain krach ou à chercher la prochaine fin du monde, qui devrait arriver dans la minute qui vient.

## **Virez Bolton... Vite**

Autrement on apprend que Bolton était au courant avant Trump que la CFO de Huawei allait être arrêtée. Je vous le dis, ce mec doit être mis hors d'état de nuire au plus vite. C'est un danger public qui donne l'impression que Charles Manson était un type sympa et qui donne envie d'apprécier Hitler. Et puis mis à part ça, le Bitcoin se fait défoncer de 10% ce matin, pour la 823ème fois de l'année. Il est d'ailleurs au plus bas de l'année.

Côté chiffres du jour, c'est le premier vendredi du mois, c'est donc chiffres de l'emploi. Selon les « experts », ils pourraient être très forts, ce qui foutra les jetons à tout le monde parce que ça voudra dire que c'est inflationniste et que donc la FED va monter les taux et que le rats vont revenir dans la ville.

Et puis lundi on se rendra compte qu'en fait il y a eu beaucoup de création d'emplois saisonniers à cause du Black Friday et de tout ceux qui vont se déguiser en Père Noël et faire HOHOHO à l'entrée des grand-magasins et tout sera oublié.

## **Aux Champs Élysées**

En revanche, en France ça sera plus compliqué d'aller faire les courses sur les Champs Elysées, ou alors casqué. Mais que l'on se rassure, le Roi de France parlera à ses sujets la semaine prochaine, quand il aura fini sa partie de jeu de paume et que les incendies seront éteints à Paris.

Sur ce, je crois qu'il est de bon ton de conclure cette chronique par une citation d'Einstein qui disait : « Il n'existe que deux choses infinies, l'univers et la bêtise humaine... mais pour l'univers, je n'ai pas de certitude absolue »...

Bon week-end et à lundi.

## **Avec Trump, la fin du dollar roi ?**

**Jeffrey Sachs** / directeur de l'Institut de la Terre à l'université Columbia Le 11/09 2018



*La politique de Trump pourrait pousser plusieurs pays à s'affranchir de leur dépendance au dollar. - Shutterstock*

## **LE CERCLE/CHRONIQUE - Cela fait plusieurs décennies que le dollar perd de son influence. Les politiques hostiles de Trump envers la Chine et l'Iran pourraient bien précipiter la fin de la monnaie américaine en tant que devise mondiale numéro 1.**

En 1965, le ministre français des Finances Valéry Giscard d'Estaing qualifiait dans une formule célèbre de les avantages conférés aux Etats-Unis grâce au statut du dollar en tant que principale monnaie de réserve à l'échelle mondiale. Ces atouts diminuent aujourd'hui avec la montée de l'euro et du renminbi chinois. Et voici désormais que [les guerres commerciales](#) malavisées et [sanctions contre l'Iran](#) menées par le président américain Donald Trump sont vouées à accélérer la prise de distance par rapport au dollar.

Les Etats-Unis tirent pourtant trois avantages économiques majeurs du rôle clef du dollar sur le plan monétaire. Un premier avantage réside dans la capacité à emprunter à l'étranger en dollars. Lorsqu'un Etat emprunte dans une devise étrangère, il peut risquer la faillite ; ce n'est pas le cas lorsqu'il emprunte dans sa propre monnaie. Plus généralement, le rôle international du dollar permet au Trésor américain d'emprunter avec un plus haut degré de liquidité, et des [taux d'intérêt](#) moins élevés, que cela aurait été le cas dans une autre situation.

Un deuxième avantage réside dans l'activité bancaire : les Etats-Unis, et plus précisément Wall Street, tirent un revenu significatif de la vente de services bancaires au reste du monde. Le troisième avantage se situe au niveau du contrôle réglementaire : l'Amérique gère soit directement, soit conjointement, les plus importants systèmes de règlement de la planète, ce qui lui confère la possibilité majeure de contrôler et limiter les [flux de financements](#) liés au terrorisme, au trafic de stupéfiants, à la vente illégale d'armes, à l'évasion fiscale et à d'autres activités illicites.

### **Mauvais choix**

Ces avantages n'existent cependant que si les Etats-Unis fournissent des services monétaires d'excellente qualité au reste du monde. Si le dollar est largement utilisé, c'est parce qu'il se démarque comme la devise la plus pratique, la moins coûteuse, et comme l'unité de compte, le moyen d'échange ainsi que la réserve de valeur offrant le plus de sécurité. Le dollar n'est toutefois pas irremplaçable. La gestion monétaire américaine a sérieusement flanché au fil des années, et les mauvais choix de [Trump pourraient bien précipiter la fin de la prédominance du dollar](#).

Dès les années 1960, la mauvaise gestion budgétaire et monétaire américaine a conduit à la rupture en 1971 du système de Bretton Woods caractérisé par un [taux de change](#) rattaché au dollar, lorsque l'administration du président Richard Nixon a unilatéralement mis fin au droit des banques centrales étrangères d'échanger leurs dollars en or. Cette désintégration du système fondé sur le dollar a été suivie par une décennie d'inflation élevée aux Etats-Unis et en Europe, puis par une désinflation soudaine et coûteuse en Amérique au début des années 1980. La tourmente du dollar a constitué un facteur clef de motivation pour l'Europe sur le chemin de l'unification monétaire de 1993, qui a culminé avec le lancement de l'euro en 1999.

De même, les erreurs dans l'Amérique dans la gestion de la crise financière asiatique en 1997 ont contribué à convaincre la Chine d'amorcer l'internationalisation du renminbi. [La crise financière mondiale de 2008](#), qui est apparue à Wall Street puis s'est rapidement propagée au

monde à mesure de l'assèchement des liquidités interbancaires, a elle aussi éloigné un peu plus le monde du dollar, au profit de monnaies concurrentes.

## **Alternatives au dollar**

Aujourd'hui, les guerres commerciales et mesures de sanction inconsidérées du président Trump sont certainement vouées à accentuer cette tendance. De même que le Brexit met à mal la City londonienne, les politiques commerciales et financières trumpiennes de « l'Amérique d'abord » annoncent l'affaiblissement du rôle du dollar, et celui de New York en tant que centre financier planétaire.

Les choix économiques internationaux de Trump les plus malavisés et les plus lourds de conséquences résident dans la guerre commerciale menée à la Chine, et dans la réimposition de sanctions vis-à-vis de l'Iran. Cette guerre commerciale est une tentative maladroite et presque absurde de l'administration Trump destinée à [retarder l'ascension économique de la Chine](#), en s'efforçant d'asphyxier les exportations du pays et son accès aux technologies occidentales. Mais s'il est possible que les barrières commerciales douanières et non douanières écorchent la croissance de la Chine à court terme, elles ne changeront pas de manière décisive sa trajectoire ascendante sur le long terme.

Il faut davantage s'attendre à ce qu'elles renforcent la détermination de la Chine à s'affranchir de sa dépendance partielle et continue aux finances et aux échanges commerciaux avec les Etats-Unis, et à ce que les autorités chinoises redoublent d'efforts dans leur renforcement militaire, leurs investissements massifs dans les technologies de pointe, et dans la création d'un système mondial des paiements basé sur le renminbi en tant qu'alternative au système du dollar.

*Il est indispensable que nous renforçons l'autonomie de l'Europe en créant des canaux de paiement indépendants des Etats-Unis.*

[Le retrait de Trump](#) hors de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, et la réimposition de sanctions contre la République islamique pourraient bien engendrer des conséquences tout aussi importantes dans le déclin du rôle international du dollar. Sanctionner l'Iran s'inscrit en contradiction directe avec la politique mondiale menée à l'égard du pays. Le Conseil de sécurité des Nations unies a voté à l'unanimité le soutien à l'accord nucléaire et le rétablissement des relations économiques avec l'Iran. Les autres pays, conduits par la Chine et l'UE, oeuvreront désormais activement pour contourner les sanctions américaines, notamment en court-circuitant le système des paiements en dollars.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a ainsi récemment fait valoir l'intérêt de l'Allemagne dans l'établissement d'un système européen des paiements, indépendant des Etats-Unis. Il est « *indispensable que nous renforçons l'autonomie de l'Europe en créant des canaux de paiement indépendants des Etats-Unis, un Fonds monétaire européen, et un système SWIFT distinct* », a déclaré Maas (SWIFT est l'organisation qui gère le système de messagerie mondial pour les transferts interbancaires).

A ce jour, les chefs d'entreprise américains soutiennent Trump, qui les comble de déréglementations et baisses d'impôts sur les sociétés. Malgré [des déficits budgétaires](#), le dollar demeure solide à court terme, les réductions d'impôts ayant alimenté la consommation

américaine et élevé les taux d'intérêt, ce qui attire le capital étranger. Néanmoins, dans les prochaines années, les politiques budgétaires coûteuses ainsi que les mesures commerciales et sanctions aventureuses de Trump affecteront l'économie américaine et le rôle du dollar dans la finance mondiale. Combien de temps s'écoulera-t-il avant que les entreprises et gouvernements de la planète se ruent vers Shanghai plutôt que Wall Street, pour émettre désormais leurs obligations en renminbis ?

*Jeffrey Sachs*, économiste, est directeur de l'Institut de la Terre à l'université Columbia.

## Ce qu'on dénomme "monnaie" et "titre financier"



[Georges Lane](#)  
[GeorgesLane.fr](#)

Publié le 13 novembre 2018

### **1. Acte d'échange et monnaie.**

Ce qu'on dénomme "monnaie", depuis au moins [Jean Baptiste Say](#) (1815), est intermédiaire des (actes d')échanges de ce qui est désiré ou de besoin impératif pour les gens, vendeur et acheteur, individus ou populations (cf. ce [billet de juillet 2016](#)).

Soit dit en passant,

- on ne peut échanger que des "marchandises"... (cf. ce [billet de février 2017](#)), l'échange convenu de choses les a rendues le plus souvent "marchandises" ;
- parler du "pouvoir d'achat" de la monnaie comme y ont succombé certains économistes depuis la fin du XIXème siècle, c'est mettre, sans raison, un accent sur seulement un des aspects de l'intermédiaire (cf. ce [billet de mai 2015](#)), oublier l'autre, à savoir les quantités échangées de choses, et il faut le regretter.

### **2. Acte d'échange et titre financier.**

Le "titre financier" illustre un (acte d')échange de choses, cachées ou tacites, de marchandises, entre un prêteur et un emprunteur, nécessairement individus (cf. ce [billet de novembre 2013](#)).

L'(acte d')échange dont un des résultats est le "titre financier", peut être direct ou indirect (et faire intervenir un intermédiaire).

Soit dit en passant,

- il n'existe pas des "actifs",
- il y a seulement des prêts, "actifs" des uns, et des emprunts, "dettes" des autres, les uns et les autres étant, chaque fois, le côté "pile" de l'autre, le côté "face" ...
- parler seulement d'"actif" est insuffisant et crée des confusions tout comme parler de "dette", par exemple, pour l'Etat.

### **3. Acte d'échange, monnaie et titre financier.**

L'(acte d')échange convenu que cache tout "titre financier", est comparable à celui dont est intermédiaire ce qu'on dénomme "monnaie".

#### **4. Prix en monnaie et taux d'intérêt.**

Les échanges à quoi donne lieu, à sa façon, la "monnaie", sont des quantités de marchandises et des quantités unitaires de monnaie.

Les échanges convenus que représentent, à leur façon, les "titres financiers" sont des quantités de marchandises et des taux d'intérêt.

Quantité unitaire, rapport de quantité de marchandise et taux d'intérêt sont trois façons de parler de la même réalité, à savoir le rapport de la quantité de monnaie (ou autre marchandise) et de la quantité d'une autre marchandise.

Reste que, quand les accords d'échange ont abouti et sont réalisés, les échanges sont des quantités de marchandises et des prix en monnaie pour l'un et des quantités de marchandises et des taux d'intérêt pour l'autre.

Les prix en monnaie sont les quantités unitaires de monnaie en marchandise *convenues*.

A la différence des prix en monnaie, les taux d'intérêt convenus n'ont pas de nom particulier pour désigner les quantités unitaires de marchandise convenues qu'ils sont.

#### **5. Coût des échanges.**

En tant qu'échanges, "monnaie" et "titre financier", sont estimés coûteux (cf. ce [billet de septembre 2018](#)).

#### **6. Amoindrissement du coût des échanges.**

Le coût des échanges a été amoindri progressivement par des inventions ou innovations des gens de différente nature (cf. ce [billet de février 2015](#)).

Au nombre des inventions, il y a eu ce qu'on dénomme "monnaie" ou "titre financier".

#### **7. Les erreurs.**

Mais, d'une part, ce qu'on dénomme "monnaie" (en tant que "coupure de billet" de banque, "dépôt" dans une banque, etc., bref "produit bancaire") a été pris, sans raison et par erreur, pour "titre financier", par manque ou pénurie d'existence de ce dernier (cf. ce [billet de juillet 2016](#)).

D'autre part, des "titres financiers" innovants ont porté ombrage au monopole de production de ce qu'on dénomme "monnaie" que s'étaient donnés les hommes de l'état (cf. ce [billet de décembre 2015](#)).

Exemplaires sont les propos des hommes des banques centrales aujourd'hui sur le "bitcoin" et autres "cryptomonnaies", des propos qui nous font revenir à l'état d'esprit qui devait exister à la création de ce qu'on dénomme "monnaie" (cf. ce [billet de mars 2018](#))

Selon ces hommes, "bitcoin" et "cryptomonnaies" ne seraient pas des "monnaies" (cf. ce [texte intitulé "Money and payment systems in the digital age" d'octobre 2018](#)).

Cela témoigne de l'ignorance crasse où ils se trouvent, sur le domaine où ils sont sensées agir...

Le cas échéant, le "titre financier" est pris, sans raison, pour .... intermédiaire financier (cf. ce [texte de MacKinsey d'octobre 2018](#)).

#### **8. Des autres coûts.**

Reste que "monnaie" et "titre financier" ont des coûts à estimer proprement et à distinguer du coût des (actes d')échanges (cf. ce [billet de novembre 2017](#)).

a.

La "monnaie" a un coût qui est estimé par les gens qui l'utilisent et qui est nécessairement inférieur ou égal au coût de l'acte d'échange qu'ils visent.

Reste les économistes pour qui on peut laisser de côté ce qu'on dénomme "monnaie" dans l'analyse économique et ceux qui estiment que le coût de la monnaie est nul (cf. ce [billet de février 2015](#))

b.

Au départ, le "titre financier" cache des coûts d'échange estimés par le prêteur et l'emprunteur.

Avec la confusion de la "monnaie" et du "titre financier", ce dernier s'est vu recevoir aussi un coût spécifique différent du coût de l'échange qu'il est...

Et ce prétendu coût spécifique tend à être privilégié par rapport au coût de l'acte d'échange alors que, comme pour la monnaie, il doit être inférieur ou égal au coût de l'acte d'échange.

Par la suite, le "titre financier" cache d'autres coûts selon que le prêteur peut l'échanger ou non, ou que l'emprunteur peut l'échanger ou non.